STATISTIQUES FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC 1983 - 84

Bureau de la statistique du Québec

TIRAGE LIMITÉ

STATISTIQUES FINANCIÈRES
DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
1983-84

Bureau de la statistique du Québec
Direction des statistiques économiques
SERVICE DES FINANCES, DES GOUVERNEMENTS
ET DES INSTITUTIONS À BUT NON LUCRATIF
Juillet 1985

Pour tout renseignement concernant
le BSQ et les données statistiques
qui y sont disponibles, s'adresser au:

117, rue Saint-André
Québec (Québec)
G1K 3Y3
Tél.: (418) 643-5116

ou

1410, rue Stanley, 3e étage
Montréal (Québec)
H3A 1P8
Tél.: (514) 873-4722

ou

Tél.: 1-800-463-4090
(aucun frais d'appel)

Reproduction autorisée à condition
de mentionner la source.

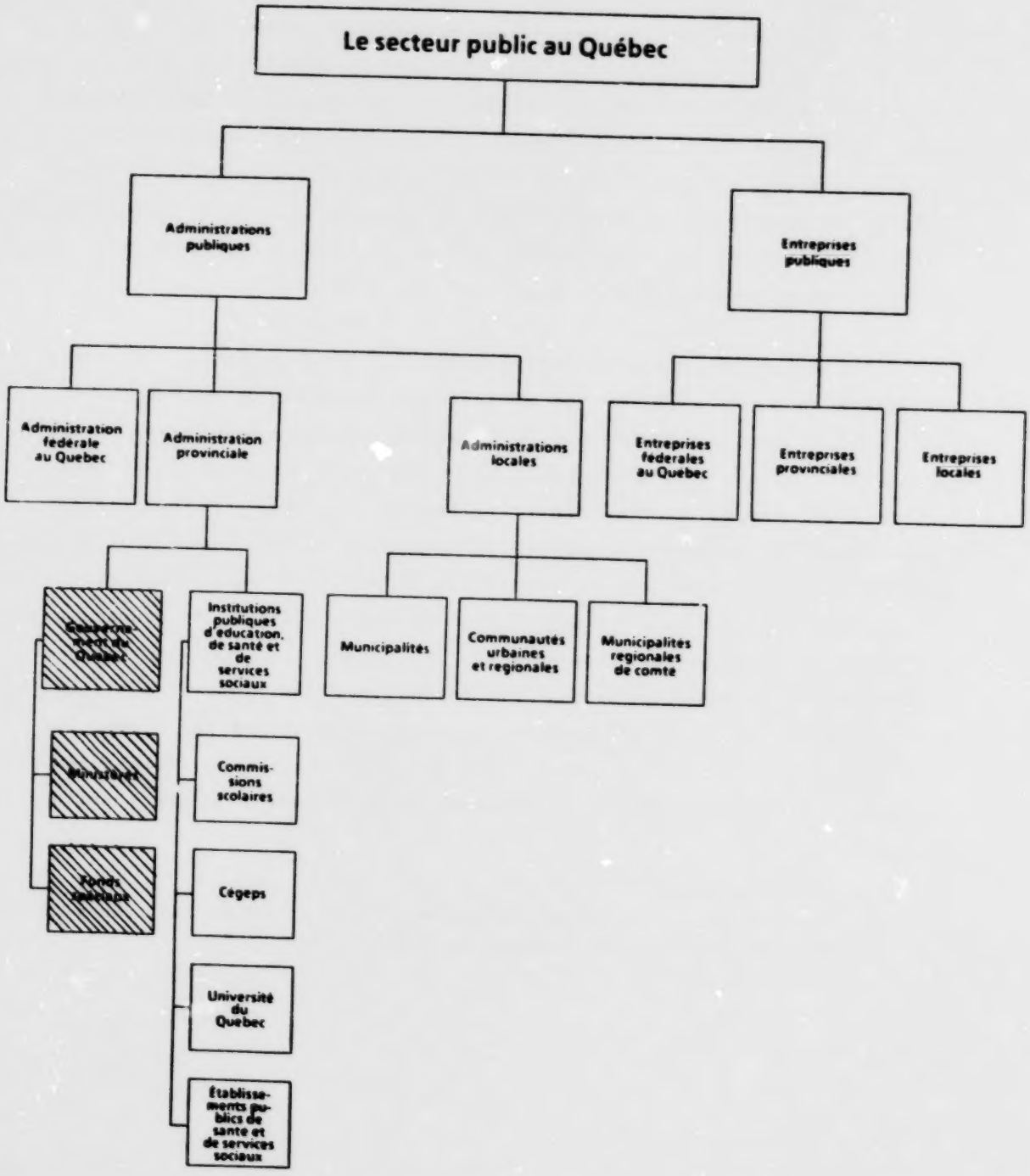
AVANT-PROPOS

Le Bureau de la statistique du Québec présente, pour une treizième année, sa publication "Statistiques financières du gouvernement du Québec", portant cette fois-ci sur l'année financière 1983-84. Cette publication cherche à répondre aux besoins des utilisateurs de renseignements financiers sur le gouvernement provincial, tout en gardant dans la mesure du possible une continuité au cours des années.

Cette année, des changements importants ont été effectués. En effet, une mise à jour de la publication portant sur l'univers du secteur public québécois[1] a eu lieu, affectant la présentation des composantes de cet univers statistique. L'organigramme de la page suivante présente l'ensemble de l'univers du secteur public québécois. La présente publication couvre la partie ombragée, c'est-à-dire la section du gouvernement du Québec qui comprend l'ensemble des ministères et des fonds spéciaux. Rappelons que les publications précédentes couvraient en partie les données de l'administration publique provinciale. En effet, les revenus propres ainsi que les dépenses reliées à ces revenus des institutions publiques d'éducation, de santé et de services sociaux, ne faisaient pas partie des séries statistiques. Ces montants sont cependant minimes. Était cependant comprise la contribution financière du gouvernement à ces institutions.

---

1 Voir la publication "Univers du secteur public québécois", Service des finances, Bureau de la statistique du Québec, juin 1985.



Services des finances, Bureau de la statistique du Québec, mai 1985

Ces montants étaient présentés aux dépenses reliées à l'éducation, à la santé, et aux services sociaux ou au service de la dette, selon le cas, en rapport avec le système selon la gestion financière. Du côté de la comptabilité économique, ces montants figuraient avec les achats de biens et services ou aux transferts aux particuliers (pour la dette). Dorénavant, ils apparaîtront comme transferts aux institutions publiques d'éducation, de santé et de services sociaux. Pour la gestion financière les fonctions seront les mêmes, sauf pour la dette où ils seront assimilés aux fonctions concernées.

Le traitement accordé au régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) a également été modifié. Les contributions du gouvernement comme employeur au RREGOP ne seront plus considérées comme dépenses. Nous prendrons en considération les pensions et autres paiements versés à la charge du gouvernement. Ceci découle du fait que le RREGOP n'est plus considéré comme entièrement en fiducie.

Par ailleurs, la présentation des deux parties de la publication a été inversée. La première partie correspond à la partie II des publications précédentes alors que la seconde partie reprend une dizaine de tableaux de l'ancienne partie I.

La première partie présente maintenant les statistiques du gouvernement du Québec (ministères et fonds spéciaux) selon deux systèmes : le système statistique de gestion financière[1] et le système des comptes nationaux (version abrégée). Ces statistiques seront très utiles à ceux qui veulent établir des comparaisons avec les autres provinces.

La seconde partie présente les statistiques financières du gouvernement du Québec qui correspondent au cadre administratif suivi par les Comptes publics. Le concept de gouvernement du Québec utilisé ici ne

---

1 Voir "Le système statistique de gestion des finances publiques", Statistique Canada, catalogue 68-507F, mars 1984.

correspond pas à celui utilisé dans la première partie. Y sont inclus les ministères et quelques fonds spéciaux seulement. Cette section constitue, en fait, une annexe statistique aux Comptes publics de la province de Québec.

En plus de ces principales parties, la publication comprend deux annexes où sont présentées les notes méthodologiques se rapportant aux tableaux de la première partie et les notes explicatives de la seconde partie.

Nous tenons à remercier particulièrement le ministère des Finances ainsi que les divers organismes gouvernementaux du Québec dont la collaboration a rendu possible la réalisation de cette publication qui a été préparée par le Service des finances, des gouvernements et des institutions à but non lucratif du Bureau de la statistique du Québec.

DIRECTION DES STATISTIQUES ÉCONOMIQUES

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS..... 3

SIGNES CONVENTIONNELS UTILISÉS..... 10

PARTIE I - STATISTIQUES FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC 1983-84

1. LES REVENUS GÉNÉRAUX BRUTS ET LES DÉPENSES GÉNÉRALES BRUTES..... 14

1.1 Les revenus..... 14
1.2 Les dépenses..... 16

2. L'ACTIF FINANCIER ET LE PASSIF..... 19

2.1 L'actif..... 19
2.2 Le passif..... 19

3. LA PROVENANCE ET L'UTILISATION DES FONDS..... 21

PARTIE II - STATISTIQUES FINANCÈRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC SELON LES COMPTES PUBLICS 1983-84

1. L'ÉVOLUTION DES FINANCES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, 1974-75 A 1983-84..... 50

1.1 Les finances du gouvernement du Québec..... 50
1.2 Le gouvernement provincial dans l'économie québécoise..... 51
1.3 Les dépenses des principaux ministères..... 51
1.4 Les dépenses en immobilisations..... 53
1.5 La dette publique..... 53

2. LE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC AU COURS DE L'EXERCICE FINANCIER 1983-84..... 54

ANNEXE I - NOTES MÉTHODOLOGIQUES SE RAPPORTANT A LA PARTIE I..... 71

ANNEXE II - NOTES EXPLICATIVES SE RAPPORTANT A LA PARTIE II..... 99

TABLEAUX STATISTIQUES DE LA PARTIE I

1.1 Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec, selon la source et la nature économique, Québec, 1983-84..... 25

1.2 Revenus généraux bruts des ministères et des fonds spéciaux, selon la source, Québec, 1982-83 et 1983-84..... 28

1.3 Réconciliation des revenus généraux bruts du gouvernement du Québec avec l'information brute contenue dans les Comptes publics et dans les rapports annuels des fonds spéciaux, Québec, 1983-84..... 31

1.4 Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec, selon la nature économique, Québec, 1974-75 à 1983-84..... 32

1.5 Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec, selon la source, Québec, 1974-75 à 1983-84..... 33

1.6 Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec, selon la fonction et la nature économique, Québec, 1983-84..... 34

1.7 Dépenses générales brutes des ministères et des fonds spéciaux, selon la fonction, Québec, 1982-83 et 1983-84..... 36

1.8 Réconciliation des dépenses générales brutes du gouvernement du Québec avec l'information brute contenue dans les Comptes publics et dans les rapports annuels des fonds spéciaux, Québec, 1983-84..... 38

1.9 Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec, selon la nature économique, Québec, 1974-75 à 1983-84..... 39

1.10 Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec, selon la fonction, Québec, 1974-75 à 1983-84..... 41

1.11 Actif du gouvernement du Québec, des ministères et des fonds spéciaux, Québec, 1982-83 et 1983-84..... 42

1.12 Passif du gouvernement du Québec, des ministères et des fonds spéciaux, Québec, 1982-83 et 1983-84..... 44

1.13 Provenance et utilisation des fonds, des ministères, des fonds spéciaux et du gouvernement du Québec, Québec, 1983-84..... 46

GRAPHIQUES DE LA PARTIE I

1.1 Répartition en pourcentage des revenus généraux bruts du gouvernement du Québec, selon la nature économique et la source, Québec, 1983-84..... 15

1.2 Répartition en pourcentage des dépenses générales brutes du gouvernement du Québec, selon la nature économique et la fonction, Québec, 1983-84..... 17

TABLEAUX STATISTIQUES DE LA PARTIE II

2.1 Revenus bruts, dépenses brutes et dette à long terme du gouvernement du Québec, par exercice financier, Québec, 1974-75 à 1983-84..... 59

2.2 Finances du gouvernement du Québec par rapport aux principaux indicateurs économiques, Québec, 1974-75 à 1983-84... 60

2.3 Dépenses brutes du gouvernement du Québec, par ministère et par exercice financier, Québec, 1974-75 à 1983-84..... 61

2.4 Part relative des ministères dans les dépenses brutes du gouvernement du Québec, par exercice financier, Québec, 1974-75 à 1983-84..... 62

2.5 Dépenses en immobilisations du gouvernement du Québec, par ministère et par exercice financier, Québec, 1974-75 à 1983-84..... 63

2.6 Opérations de la dette du gouvernement du Québec, par exercice financier, Québec, 1974-75 à 1983-84..... 64

2.7 Emprunts à long terme du gouvernement du Québec, par exercice financier, Québec, 1974-75 à 1983-84..... 65

2.8 Financement du gouvernement du Québec, par exercice financier, Québec, 1982-83 et 1983-84..... 66

2.9 Les émissions d'obligations du gouvernement du Québec, selon la monnaie, par trimestre et par exercice financier, Québec, 1982-83 et 1983-84..... 67

2.10 Dette du gouvernement du Québec, au 31 mars, Québec, 1983 et 1984..... 68

2.11 Dette obligataire du gouvernement du Québec, au 31 mars 1984, selon l'année d'échéance, le taux d'intérêt moyen pondéré et le type de monnaie..... 69

SIGNES CONVENTIONNELS UTILISÉS

-	néant
--	nombre infime
r	données révisées
...	ne s'applique pas

Pour tout renseignement additionnel concernant cette publication, le lecteur peut communiquer à Québec avec M. Alain Auger, (418) 643-5020, à l'adresse suivante :

Service des finances, des gouvernements
et des institutions à but non lucratif
Direction des statistiques économiques
Bureau de la statistique du Québec
117, rue Saint-André, 4e étage
QUÉBEC, Qc
G1K 3Y3

PARTIE I

STATISTIQUES FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, 1983-84

PARTIE I - STATISTIQUES FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, 1983-84

La partie I de la publication 1983-84 correspond à la partie II des dernières publications annuelles. Certains changements ont cependant été apportés. C'est pourquoi, nous recommandons aux lecteurs de consulter l'annexe méthodologique (annexe I) avant d'examiner les données statistiques ici présentées. Notons que les principales modifications découlent des changements apportés à la structure de l'univers du secteur public québécois[1] et du traitement accordé au RREGOP.

Cette section présente les statistiques sur les finances du gouvernement du Québec selon le système statistique de gestion des finances publiques[2] ainsi que de façon agrégée selon le système de la comptabilité nationale (voir l'annexe I pour obtenir de plus amples informations sur ces systèmes). Les données sont présentées de façon détaillée pour les années financières 1982-83 et 1983-84. Une série chronologique est ajoutée et couvre ces mêmes données mais de façon beaucoup plus agrégée, pour la période allant de 1974-75 à 1983-84. Par ailleurs pour clarifier la présentation des données, nous présentons deux tableaux effectuant une réconciliation avec les données des Comptes publics.

Cette section se termine par les tableaux de données sur le bilan du gouvernement du Québec pour les années 1982-83 et 1983-84 et par un tableau sur la provenance et l'utilisation des fonds pour 1983-84.

---

1 Voir "Univers du secteur public québécois", Service des finances, Bureau de la statistique du Québec, juin 1985.

2 "Le système statistique de gestion des finances publiques" Statistique Canada, catalogue 68-507F, mars 1984.

1. LES REVENUS GÉNÉRAUX BRUTS ET LES DÉPENSES GÉNÉRALES BRUTES

1.1 Les revenus

Le total des revenus généraux bruts du gouvernement du Québec atteint 25 532 353 000 $ en 1983-84, ce qui représente une augmentation de 10,4 % par rapport à l'année précédente.

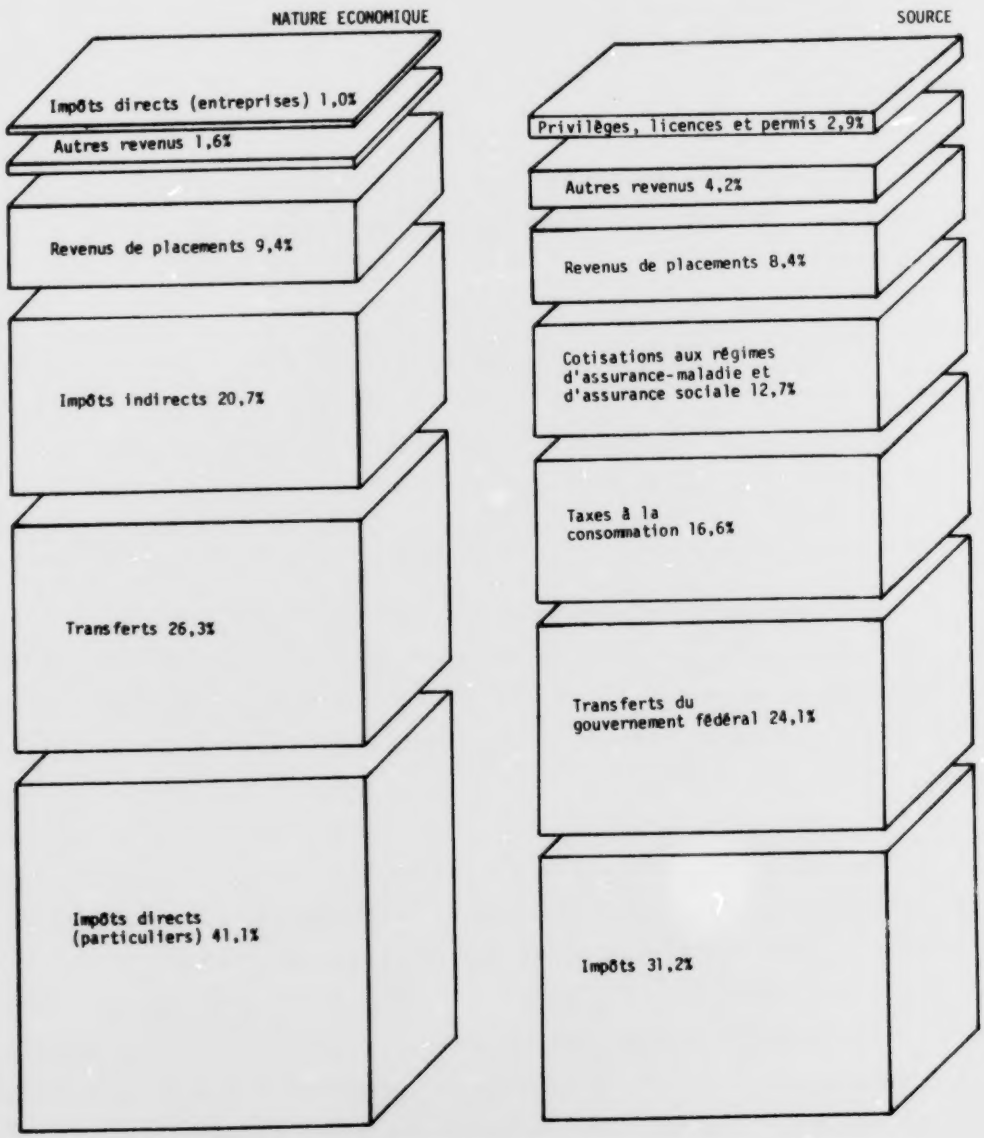
L'analyse des revenus selon la nature économique démontre l'importance des impôts directs sur le revenu des particuliers. Ceux-ci atteignent 10 497 552 000 $ en 1983-84, soit 41,1 % du total des revenus.

Les transferts de l'administration fédérale suivent en importance, avec 24,1 % de l'ensemble des revenus, pour un montant de 6 151 158 000 $. Les impôts indirects viennent ensuite. Ils se chiffrent à 5 278 913 000 $, soit une part relative de 20,7 %. Enfin, les revenus de placements s'élèvent à 2 396 959 000 $, ce qui représente 9,4 % du total des revenus, et constitue le dernier montant supérieur à 500 millions de dollars à l'intérieur des sept natures économiques.

Par ailleurs, l'analyse des revenus selon la source nous indique quatre principales sources de revenus. L'impôt sur le revenu des particuliers domine, avec 7 256 888 000 $ et une part relative de 28,4 %. Les tranferts de l'administration fédérale fournissent 6 151 158 000 $ au gouvernement du Québec, soit 24,1 % de ses revenus. Les taxes à la consommation atteignent 4 230 554 000 $, ce qui constitue 16,6 % du total des revenus. Enfin, les cotisations aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance-sociale se chiffrent à 3 247 335 000 $, ce qui représente une part relative de 12,7 %.

En ce qui concerne la répartition des revenus entre les ministères et les fonds spéciaux, on constate que le revenu des ministères

Graphique 1.1
Répartition en pourcentage des revenus généraux bruts du gouvernement du Québec, selon la nature économique et la source, 1983-1984



Total: 25 532 353 000 $

atteint 21 844 752 000 $ alors que le total des fonds spéciaux se chiffre à 6 249 871 000 $, ce qui représente des parts relatives respectives de 77,8 % et 22,2 % du total avant consolidation. Les éliminations atteignent 2 562 270 000 $ dont 94,3 % provient de transferts des ministères vers les fonds spéciaux.

1.2 Les dépenses

Les dépenses générales brutes du gouvernement du Québec augmentent de 2 041 006 000 $ en 1983-84 (8,3 %) passant de 24 528 333 000 $ à 26 569 339 000 $.

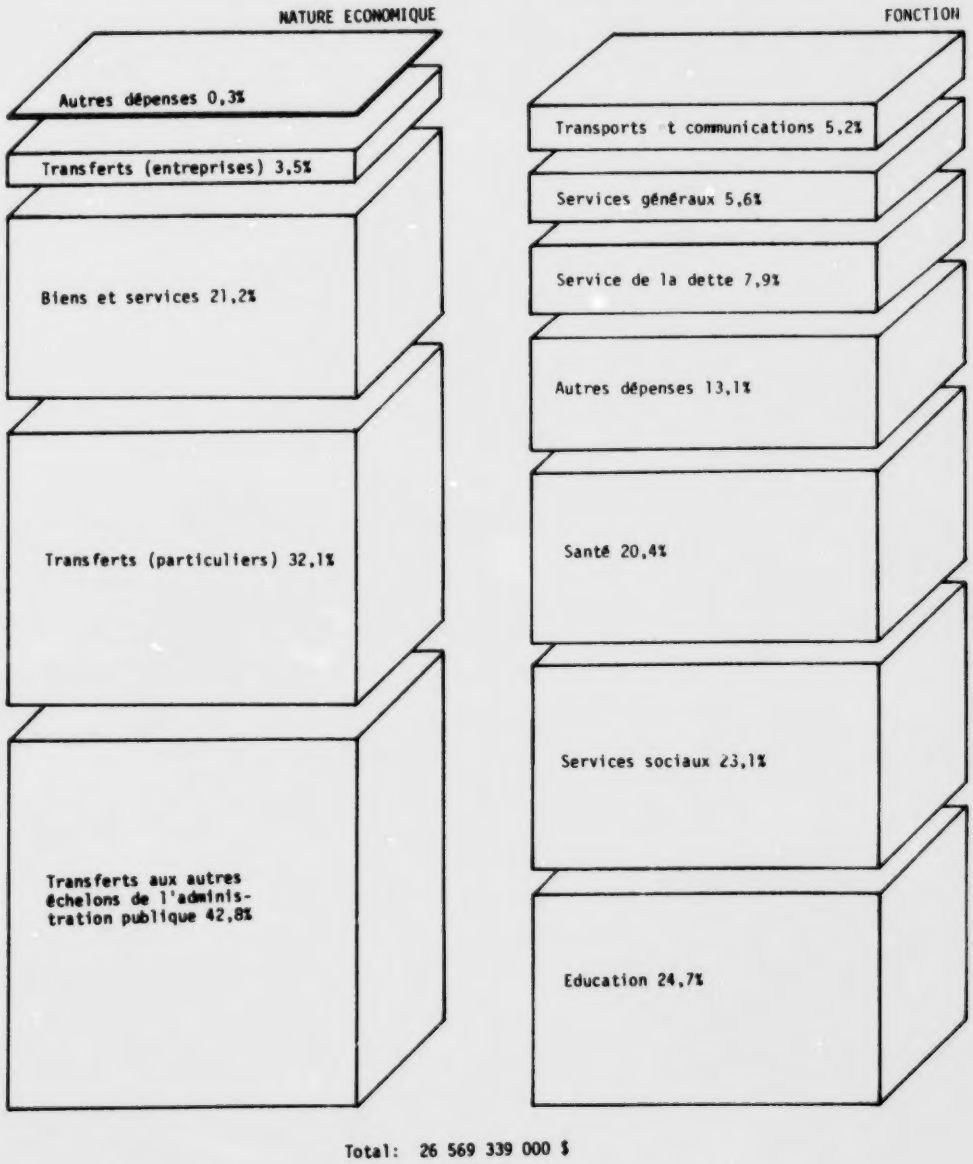
Selon la nature économique, les transferts aux institutions publiques représentent la plus importante catégorie de dépenses du gouvernement du Québec, avec un montant de 10 349 962 000 $, ce qui constitue 39,0 % du total. Ces transferts comprennent principalement les montants versés aux commissions scolaires, aux cégeps et aux centres hospitaliers.

Viennent ensuite les transferts aux particuliers qui s'élèvent à 8 536 066 000 $, soit une part relative de 32,1 %. Les dépenses en biens et services se chiffrent à 5 643 108 000 $, ce qui représente 21,2 % du total. Les trois autres catégories représentent ensemble 7,7 % du total des dépenses.

Par ailleurs, l'analyse des dépenses générales brutes selon la fonction démontre l'importance des sommes allouées à la fonction éducation, soit 6 573 897 000 $, ou 24,7 % des dépenses totales.

Les dépenses relatives aux services sociaux et à la santé sont également importantes. Elles se chiffrent respectivement à 6 140 383 000 $ et à 5 423 978 000 $, ce qui leur procure des parts relatives de 23,1 % et de 20,4 %. Enfin, avec des dépenses de 2 103 764 000 $, le service de la dette constitue la dernière fonction supérieure à deux milliards de dollars.

Graphique 1.2
Répartition en pourcentage des dépenses générales brutes du gouvernement du Québec, selon la nature économique et la fonction, 1983-1984



Total: 26 569 339 000 $

En ce qui regarde la répartition des dépenses entre les ministères et les fonds spéciaux, on remarque que les dépenses des ministères atteignent 23 903 464 000 $ alors que celles des fonds spéciaux se chiffrent à 5 180 878 000 $, ce qui représente des parts relatives respectives de 82,2 % et 17,8 % du total avant consolidation. Les éliminations sont de 2 515 003 000 $ dont 1 635 806 000 $ ont trait à la santé.

2. L'ACTIF FINANCIER ET LE PASSIF

2.1 L'actif

L'actif financier du gouvernement du Québec atteint 22 787 209 000 $ à la fin de l'exercice financier 1983-84, ce qui constitue une augmentation de 7,5 % par rapport aux données du 31 mars 1983. La répartition avant éliminations, entre les deux composantes se présente comme suit : 9 056 488 000 $ pour les ministères et 15 383 965 000 $ pour les fonds spéciaux.

Le poste le plus important de l'actif des ministères demeure la détention d'actions des entreprises publiques provinciales, qui s'élève à 5 717 217 000 $. La détention des titres d'Hydro-Québec explique en grande partie l'ampleur de ce poste.

L'ensemble des effets à recevoir se chiffre à 1 882 571 000 $ dont 1 416 893 000 $ ont trait à l'impôt. Ce poste ajouté à celui des "actions des entreprises publiques provinciales", représente près de 85 % du total de l'actif financier.

Concernant les fonds spéciaux, les dépôts dans les institutions financières gouvernementales constituent près de 75 % du total de l'actif financier de ces fonds. L'importance de ce poste s'explique en majeure partie par le dépôt des surplus de la Régie des rentes et de la Régie de l'assurance automobile auprès de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

2.2 Le passif

Le passif du gouvernement du Québec s'élève à 22 650 517 000 $ au 31 mars 1984 comparativement à 19 968 952 000 $ au 31 mars 1983.

Avec un niveau d'emprunt élevé, les ministères possèdent un passif de 20 968 936 000 $ alors que le passif des fonds spéciaux atteint 3 334 825 000 $, et ce avant éliminations.

Du côté des ministères, la dette obligataire s'élève à 13 263 404 000 $, la dette relative aux obligations d'épargne atteint 1 934 967 000 $ et les bons du trésor ont un encours de 1 485 000 000 $. Ces trois postes représentent 73,7 % du passif total des ministères.

Pour les fonds spéciaux, la dette obligataire s'élève à 1 656 493 000 $, ce qui représente près de 50 % de leur passif. L'ensemble des comptes à payer se chiffre à 505 205 000 $, soit 15,1 % du total, alors que les avances atteignent 453 486 000 $, soit une part relative de 13,6 %.

3. LA PROVENANCE ET L'UTILISATION DES FONDS

Au cours de l'exercice financier 1983-84, les fonds du gouvernement du Québec proviennent principalement des obligations émises. Les obligations vendues à l'extérieur du pays connaissent la hausse la plus importante, soit 644 281 000 $.

Les entreprises publiques provinciales accroissent de 561 157 000 $ leur acquisition d'obligations du gouvernement du Québec, tandis que les obligations d'épargne grimpent de 441 906 000 $.

Au total, l'entrée de fonds atteint 2 772 336 000 $. Ces fonds servent principalement à éponger le déficit selon la gestion financière de 1 036 986 000 $ et à augmenter l'encaisse et les dépôts de 969 447 000 $.

TABLEAUX STATISTIQUES DE LA PARTIE I

Tableau 1.1
Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec, selon la source et la nature économique, Québec, 1983-84

Source	Nature économique							
	Impôts directs		Impôts	Transferts		Revenus de placements	Autres revenus	Total
	Particuliers	Entreprises	Indirects	Particuliers	Autres			
	'000 $							
Revenus de sources propres								
Impôts sur le revenu:								
Des particuliers	7 024 797	-	-	-	-	-	-	7 024 797
Des corporations	-	232 091	-	-	-	-	-	232 091
Somme partielle	7 024 797	232 091	-	-	-	-	-	7 256 888
Taxes à la consommation:								
Taxes générales de vente	-	-	2 193 015	-	-	-	-	2 193 015
Taxes sur les carburants	-	-	1 201 257	-	-	-	-	1 201 257
Taxes sur le tabac	-	-	427 989	-	-	-	-	427 989
Taxes afférentes aux champs de course	-	-	31 168	-	-	-	-	31 168
Taxes sur les repas et hôtels	-	-	274 483	-	-	-	-	274 483
Taxes sur les télé-communications	-	-	95 774	-	-	-	-	95 774
Autres taxes à la consommation	-	-	6 868	-	-	-	-	6 868
Somme partielle	-	-	4 230 554	-	-	-	-	4 230 554
Cotisations aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance sociale:								
Primes et taxes d'assurance-maladie	1 386 430	-	-	-	-	-	-	1 386 430
Cotisations aux caisses des accidents de travail	685 738	-	-	-	-	-	-	685 738
Cotisations aux régimes universels de rentes	1 162 992	-	-	-	-	-	-	1 162 992
Cotisations à l'Office de la construction	12 175	-	-	-	-	-	-	12 175
Somme partielle	3 247 335	-	-	-	-	-	-	3 247 335
Impôts divers:								
Impôts sur les primes des compagnies d'assurance	-	-	110 000	-	-	-	-	110 000
Impôts sur les successions	49 034	-	-	-	-	-	-	49 034
Impôts sur les dons	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres taxes sur les corporations	-	-	521 000	-	-	-	-	521 000
Autres impôts	-	-	24 834	-	-	-	-	24 834
Somme partielle	49 034	-	655 834	-	-	-	-	704 868
Revenus provenant des ressources naturelles:								
Chasse et pêche	-	-	239	12 820	-	418	154	13 631
Forêts	-	8 753	-	-	-	27 717	2 840	39 310
Mines	-	12 894	-	-	-	1 528	277	14 699
Pétrole et gaz naturel	-	-	116	-	-	-	-	116
Ressources hydrauliques	-	-	4 592	-	-	32 091	328	37 011
Autres	-	-	376	-	-	-	7 604	7 980
Somme partielle	-	21 647	5 323	12 820	-	61 754	11 203	112 747
Privilèges, licences et permis:								
Contrôle et réglementation du commerce des alcools	-	-	65 070	-	-	-	-	65 070
Véhicules automobiles	-	-	224 875	386 928	-	-	6 040	617 843
Autres	-	-	54 339	-	-	-	-	54 339
Somme partielle	-	-	344 284	386 928	-	-	6 040	737 252

Tableau 1.1 (suite)
Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec, selon la source et la nature économique, Québec, 1983-84

Source	Nature économique							
	Impôts directs		Impôts	Transferts		Revenus de placements	Autres revenus	Total
	Particuliers	Entreprises	Indirects	Particuliers	Autres			
	'000 $							
Ventes de biens et services:								
A d'autres administrations publiques:								
Formation de la main-d'oeuvre	-	-	-	-	-	-	145 362	145 362
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	-	-	-	-	-	-	145 362	145 362
A la collectivité:								
Locations	-	-	-	-	-	-	22 810	22 810
Services récréatifs et culturels	-	-	-	-	-	-	9 023	9 023
Autres	-	-	-	-	-	-	198 638	198 638
Somme partielle	-	-	-	-	-	-	230 471	230 471
Somme partielle	-	-	-	-	-	-	375 833	375 833
Revenus de placements:								
Provenant des entreprises publiques propres:								
Bénéfices nets:								
Hydro-Québec	-	-	-	-	-	60 186	-	60 186
Société des alcools	-	-	-	-	-	324 988	-	324 988
Société des loteries et courses	-	-	-	-	-	205 000	-	205 000
Somme partielle	-	-	-	-	-	590 174	-	590 174
Autres revenus de placements:								
Intérêts	-	-	-	-	-	1 547 144	273	1 547 417
Dividendes	-	-	-	-	-	1 365	-	1 365
Bénéfices des opérations en devises étrangères	-	-	-	-	-	1 004	-	1 004
Autres	-	-	-	-	-	3 128	-	3 128
Somme partielle	-	-	-	-	-	1 552 641	273	1 552 914
Somme partielle	-	-	-	-	-	2 142 815	273	2 143 088
Autres revenus de sources propres:								
Contributions de certains organismes au RREGOP	542	-	-	-	-	-	-	542
Cotisations des participants et contributions de certains organismes aux autres régimes de retraite	175 844	-	-	-	-	-	-	175 844
Intérêts et pénalités sur les impôts	-	-	-	991	-	191 752	-	192 743
Amendes et autres pénalités	-	-	-	63 920	-	-	-	63 920
Autres revenus divers	-	-	42 918	2 012	-	638	7 456	53 024
Somme partielle	176 386	-	42 918	66 923	-	192 390	7 456	486 073
Total des revenus de sources propres	10 497 552	253 738	5 278 913	466 671	-	2 396 959	400 805	19 294 638
Transferts								
Transferts à des fins générales en provenance d'autres administrations publiques:								
Transferts de l'administration fédérale:								
Subventions statutaires	-	-	-	-	4 603	-	-	4 603
Part de l'impôt fédéral sur le revenu des services privés d'utilité publique	-	-	-	-	9 401	-	-	9 401

Tableau 1.1 (fin)
Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec, selon la source et la nature économique, Québec, 1983-84

Source	Nature économique							
	Impôts directs		Impôts indirects	Transferts		Revenus de placements	Autres revenus	Total
	Particuliers	Entreprises		Particuliers	Autres			
	'000 $							
Part de l'impôt sur le revenu non distribué des sociétés	-	-	-	-	30	-	-	30
Péréquation	-	-	-	-	3 227 367	-	-	3 227 367
Accord de réciprocité fiscale	-	-	-	-	53 769	-	-	53 769
Subventions tenant lieu d'impôt foncier	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	(169 369)	-	-	(169 369)
Transferts des ministères	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	-	-	-	-	3 125 801	-	-	3 125 801
Transferts à des fins particulières en provenance d'autres administrations publiques et de leurs entreprises:								
Transferts de l'administration fédérale:								
Services généraux	-	-	-	-	1 575	-	-	1 575
Protection de la personne et de la propriété	-	-	-	-	9 124	-	-	9 124
Transports et communications	-	-	-	-	79 912	-	-	79 912
Santé	-	-	-	-	1 270 265	-	-	1 270 265
Services sociaux	-	-	-	-	1 043 687	-	-	1 043 687
Education	-	-	-	-	520 922	-	-	520 922
Ressources naturelles	-	-	-	-	46 427	-	-	46 427
Agriculture, industrie, commerce et tourisme	-	-	-	-	26 681	-	-	26 681
Environnement	-	-	-	-	3 199	-	-	3 199
Loisirs et culture	-	-	-	-	1 325	-	-	1 325
Travail, emploi et immigration	-	-	-	-	921	-	-	921
Logement	-	-	-	-	-	-	-	-
Planification et aménagement des régions	-	-	-	-	21 319	-	-	21 319
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	-	-	-	-	3 025 357	-	-	3 025 357
Transferts des entreprises publiques fédérales	-	-	-	-	86 397	-	-	86 397
Transferts des administrations locales	-	-	-	-	160	-	-	160
Somme partielle	-	-	-	-	86 557	-	-	86 557
Total des revenus de transferts	-	-	-	-	6 237 715	-	-	6 237 715
Total des revenus généraux bruts	10 497 552	253 738	5 278 913	466 671	6 237 715	2 396 959	400 805	25 532 353

Tableau 1.2
Revenus généraux bruts des ministères et des fonds spéciaux, selon la source, Québec, 1982-83 et 1983-84

Source	1982-83		1983-84					
	Total		Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Total		Variation
	'000 $	%	'000 $			'000 $	%	'000 $	%
Revenus de sources propres								
Impôts sur le revenu:								
Des particuliers	6 587 449	28,5	7 024 797	-	-	7 024 797	27,5	437 348	6,6
Des corporations	299 318	1,3	232 091	-	-	232 091	0,9	(67 227)	(22,5)
Somme partielle	6 886 767	29,8	7 256 888	-	-	7 256 888	28,4	370 121	5,4
Taxes à la consommation:									
Taxes générales de vente	1 901 021	8,2	2 193 015	-	-	2 193 015	8,6	291 994	15,4
Taxes sur les carburants	1 190 318	5,1	1 201 257	-	-	1 201 257	4,7	10 939	0,9
Taxes sur le tabac	381 667	1,7	427 989	-	-	427 989	1,7	46 322	112,1
Taxes afférentes aux champs de course	31 492	0,1	31 168	-	-	31 168	0,1	(324)	(1,0)
Taxes sur les repas et hôtels	249 258	1,1	274 483	-	-	274 483	1,1	25 225	10,1
Taxes sur les télé-communications	83 258	0,4	95 774	-	-	95 774	0,4	12 516	15,0
Autres taxes à la consommation	5 953	--	6 868	-	-	6 868	--	915	15,4
Somme partielle	3 842 967	16,6	4 230 554	-	-	4 230 554	16,6	387 587	10,1
Cotisations aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance sociale:									
Primes et taxes d'assurance-maladie	1 284 186	5,5	1 386 430	-	-	1 386 430	5,4	102 244	8,0
Cotisations aux caisses des accidents de travail	646 637	2,8	-	685 738	-	685 738	2,7	39 101	6,0
Cotisations aux régimes universels de rentes	995 505	4,3	-	1 162 992	-	1 162 992	4,6	167 487	16,8
Cotisations à l'Office de la construction	11 898	0,1	-	12 175	-	12 175	--	277	2,3
Somme partielle	2 938 226	12,7	1 386 430	1 860 905	-	3 247 335	12,7	309 109	10,5
Impôts divers:									
Impôts sur les primes des compagnies d'assurance	99 006	0,4	110 000	-	-	110 000	0,4	10 994	11,1
Impôts sur les successions	47 027	0,2	49 034	-	-	49 034	0,2	2 007	4,3
Impôts sur les dons	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres taxes sur les corporations	500 029	2,2	521 000	-	-	521 000	2,0	20 971	4,2
Autres impôts	18 696	0,1	-	24 834	-	24 834	0,1	6 138	32,8
Somme partielle	664 758	2,9	680 034	24 834	-	704 868	2,8	40 110	6,0
Revenus provenant des ressources naturelles:									
Chasse et pêche	12 885	0,1	13 631	-	-	13 631	0,1	786	6,1
Forêts	32 677	0,1	39 310	-	-	39 310	0,1	6 633	20,3
Mines	28 893	0,1	14 699	-	-	14 699	0,1	(14 194)	(49,1)
Pétrole et gaz naturel	142	--	116	-	-	116	--	(26)	(18,3)
Ressources hydrauliques	31 996	0,1	36 683	328	-	37 011	0,1	5 015	15,7
Autres	8 154	--	7 980	-	-	7 980	--	(174)	(2,1)
Somme partielle	114 697	0,5	112 419	328	-	112 747	0,4	(1 950)	(1,7)
Privilèges, licences et permis:									
Contrôle et réglementation du commerce des alcools	66 296	0,3	65 070	-	-	65 070	0,3	(1 216)	(1,8)
Véhicules automobiles	639 877	2,8	257 896	359 969	22	617 843	2,4	(22 034)	(3,4)
Autres	42 229	0,2	53 826	513	-	54 339	0,2	12 110	28,7
Somme partielle	748 392	3,2	376 792	360 482	22	737 252	2,9	(11 140)	(1,5)
Ventes de biens et services:									
A d'autres administrations publiques:									
Formation de la main-d'oeuvre	144 186	0,6	145 362	-	-	145 362	0,6	1 176	0,8
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	144 186	0,6	145 362	-	-	145 362	0,6	1 176	0,8

Tableau 1.2 (suite)
Revenus généraux bruts des ministères et des fonds spéciaux, selon la source, Québec, 1982-83 et 1983-84

Source	1982-83		1983-84					
	Total		Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Total		Variation
	'000 $	%	'000 $			'000 $	%	'000 $	%
A la collectivité:									
Locations	26 875	0,1	21 418	1 392	-	22 810	0,1	(4 065)	(15,1)
Services récréatifs et culturels	4 102	--	-	9 023	-	9 023	--	4 921	120,0
Autres	173 674	0,7	266 606	33 563	101 531	198 638	0,8	24 964	14,4
Somme partielle	204 651	0,9	288 024	43 978	101 531	230 471	0,9	25 820	12,6
Somme partielle	348 837	1,5	433 386	43 978	101 531	375 833	1,5	26 996	7,7
Revenus de placements:									
Provenant des entreprises publiques propres:									
Bénéfices nets:									
Hydro-Québec	7 000	--	60 186	-	-	60 186	0,2	53 186	759,8
Société des alcools	274 965	1,2	324 988	-	-	324 988	1,3	50 023	18,2
Société des loteries et courses	162 000	0,7	205 000	-	-	205 000	0,8	43 000	26,5
Somme partielle	443 965	1,9	590 174	-	-	590 174	2,3	146 209	32,9
Autres revenus de placements:									
Intérêts	1 463 463	6,3	101 512	1 484 339	38 434	1 547 417	6,1	83 954	5,7
Dividendes	1 685	--	-	1 365	-	1 365	--	(320)	(19,0)
Bénéfices des opérations en devises étrangères	949	--	1 004	-	-	1 004	--	55	5,8
Autres	2 820	--	194	2 934	-	3 128	--	308	10,9
Somme partielle	1 468 917	6,3	102 710	1 488 638	38 434	1 552 914	6,1	83 997	5,7
Somme partielle	1 912 882	8,3	692 884	1 488 638	38 434	2 143 088	8,4	230 206	12,0
Autres revenus de sources propres:									
Contributions de certains organismes au RRECOP	1 292	--	542	-	-	542	--	(750)	(58,0)
Cotisations des participants et contributions de certains organismes aux autres régimes de retraite	192 445	0,8	182 494	-	6 650	175 844	0,7	(16 601)	(8,6)
Intérêts et pénalités sur les impôts	205 991	0,9	191 752	991	-	192 743	0,8	(13 248)	(6,4)
Amendes et autres pénalités	59 936	0,3	63 920	-	-	63 920	0,2	3 984	6,6
Autres revenus divers	29 466	0,1	-	53 024	-	53 024	0,2	23 558	79,9
Somme partielle	489 120	2,1	438 708	54 015	6 650	486 073	1,9	(3 047)	(0,6)
Total des revenus de sources propres	17 946 646	77,6	15 608 095	3 833 180	146 637	19 294 638	75,6	1 347 992	7,5
Transferts									
Transferts à des fins générales en provenance d'autres administrations publiques:									
Transferts de l'administration fédérale									
Subventions statutaires	4 656	--	4 603	-	-	4 603	--	(53)	(1,1)
Part de l'impôt fédéral sur le revenu des services privés d'utilité publique	3 772	--	9 401	-	-	9 401	--	5 629	149,2
Part de l'impôt sur le revenu non distribué des sociétés	207	--	30	-	-	30	--	(177)	(85,5)
Péréquation	3 071 912	13,3	3 227 367	-	-	3 227 367	12,6	155 455	5,1
Accord de réciprocité fiscale	41 642	0,2	53 769	-	-	53 769	0,2	12 127	29,1
Subventions tenant lieu d'impôt foncier	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	(208 193)	(0,9)	(169 369)	-	-	(169 369)	(0,7)	38 824	18,6
Transferts des ministères	-	-	-	2 415 633	2 415 633	-	-	-	-
Somme partielle	2 913 996	12,6	3 125 801	2 415 633	2 415 633	3 125 801	12,2	211 805	7,3

Tableau 1.2 (fin)
Revenus généraux bruts des ministères et des fonds spéciaux, selon la source, Québec, 1982-83 et 1983-84

Source	1982-83		1983-84					
	Total		Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Total		Variation
	'000 $	%	'000 $			'000 $	%	'000 $	%
Transferts à des fins particulières en provenance d'autres administrations publiques et de leurs entreprises:									
Transferts de l'administration fédérale:									
Services généraux	1 683	--	1 575	-	-	1 575	--	(108)	(6,4)
Protection de la personne et de la propriété	13 230	0,1	9 124	-	-	9 124	--	(4 106)	(31,0)
Transports et communications	49 627	0,2	79 912	-	-	79 912	0,3	30 285	61,0
Santé	814 229	3,5	1 270 265	-	-	1 270 265	5,0	456 036	56,0
Services sociaux	823 036	3,6	1 043 687	-	-	1 043 687	4,1	220 651	26,8
Éducation	381 606	1,6	520 922	-	-	520 922	2,0	139 316	36,5
Ressources naturelles	33 525	0,1	46 427	-	-	46 427	0,2	12 902	38,5
Agriculture, industrie, commerce et tourisme	32 806	0,1	26 681	-	-	26 681	0,1	(6 125)	(18,7)
Environnement	2 592	--	3 199	-	-	3 199	--	607	23,4
Loisirs et culture	480	--	427	898	-	1 325	--	845	176,0
Travail, emploi et immigration	976	--	921	-	-	921	--	(55)	(5,6)
Logement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Planification et aménagement des régions	24 044	0,1	21 319	-	-	21 319	0,1	(2 725)	(11,3)
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	2 177 838	9,4	3 028 459	898	-	3 029 357	11,9	851 519	39,1
Transferts des entreprises publiques fédérales	97 927	0,4	86 397	-	-	86 397	0,3	(11 530)	(11,8)
Transferts des administrations locales	-	-	-	160	-	160	--	160	--
Somme partielle	97 927	0,4	86 397	160	-	86 557	0,3	(11 370)	(11,6)
Total des revenus de transferts	5 189 757	22,4	6 236 657	2 416 691	2 415 633	6 237 715	24,4	1 047 958	20,2
Total des revenus généraux bruts	23 136 403	100,0	21 844 752	6 249 871	2 562 270	25 532 353	100,0	2 395 950	10,4

Tableau 1.3
Réconciliation des revenus généraux bruts du gouvernement du Québec avec l'information brute contenue dans les Comptes publics et dans les rapports annuels des fonds spéciaux, Québec, 1983-84

	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Total
		'000 $		
Revenus bruts	21 410 969	6 411 091	...	27 822 060
Déduire:				
Transactions à l'intérieur du gouvernement du Québec:				
Transferts des fonds spéciaux vers les ministères	...	...	146 637	146 637
Transferts des ministères vers les fonds spéciaux	...	...	2 415 633	2 415 633
Somme partielle	...	...	2 562 270	2 562 270
Contributions du gouvernement comme employeur à certains régimes (RRQ, RAMQ, CSSI)	54 372	44 461	...	98 833
Postes ne constituant pas des revenus	-	9 686	...	9 686
Recouvrement des dépenses de l'année courante incluses dans les revenus	46 637	108 063	...	154 700
Somme partielle	101 009	161 210	...	262 219
Plus:				
Fonds spécial olympique	115 367	-	...	115 367
Cotisations des participants et contributions de certains organismes à certains régimes de retraite	193 036	-	...	193 036
Montants ajoutés dans le but de traiter l'information sur une base brute	231 695	-	...	231 695
Autres	4 694	-	...	4 694
Somme partielle	534 792	-	...	534 792
Total des revenus généraux bruts	21 844 752	6 249 871	2 562 270	25 532 353

Tableau 1.4
Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec, selon la nature économique, Québec, 1974-75 à 1983-84

Nature économique	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84
	'000 $									
Impôts directs										
Particuliers	3 258 385	3 664 164	4 621 537	5 519 628	5 977 889	6 585 304	7 507 337	9 171 939	9 765 147	10 497 552
Entreprises	453 048	522 365	488 898	445 797	501 380	645 030	752 218	670 119	334 080	253 738
Impôts indirects	2 027 101	2 307 499	2 583 170	2 566 198	2 880 642	3 062 498	3 360 843	4 053 067	4 805 407	5 278 913
Transferts										
Particuliers	62 522	96 819	92 924	117 378	216 653	345 316	331 094	408 293	501 625	466 671
Autres échelons de l'administration publique	1 833 471	2 171 891	2 456 386	3 046 427	3 231 438	3 713 378	3 850 968	4 442 418	5 189 757	6 237 715
Revenus de placements	463 269	570 902	704 466	900 744	1 124 190	1 242 769	1 538 075	1 885 039	2 169 692	2 396 959
Autres revenus	140 374	160 393	192 976	235 425	284 065	279 330	263 786	306 676	370 695	400 805
Total des revenus généraux bruts	8 238 170	9 494 032	11 140 357	12 831 617	14 136 257	15 873 625	17 608 321	20 937 391	23 136 403	25 532 353

Tableau 1.5
Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec, selon la source, Québec, 1974-75 à 1983-84

Source	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84
					'000 $					
Revenus de sources propres										
Impôts sur le revenu	2 986 225	3 268 431	4 072 438	4 914 895	4 687 420	5 233 410	5 995 900	6 681 455	6 996 767	7 256 899
Taxes à la consommation	1 660 509	1 868 066	2 090 927	2 235 935	2 273 000	2 565 348	2 769 310	3 296 135	3 882 967	4 230 554
Cotisations aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance sociale	585 480	760 023	887 460	1 442 504	1 575 906	1 774 353	2 001 137	2 910 605	2 938 226	3 247 335
Impôts divers	129 561	116 365	153 132	172 627	195 518	216 233	291 167	471 940	664 758	704 868
Revenus provenant des ressources naturelles	69 130	106 994	68 187	102 497	114 992	122 091	144 963	167 363	114 697	112 787
Privilèges, licences et permis	178 582	267 285	260 593	265 265	574 602	615 082	615 559	686 970	708 392	737 252
Ventes de biens et services	132 103	149 403	191 161	213 712	222 375	252 276	285 811	283 443	348 837	375 833
Revenus de placements	580 140	691 721	884 555	923 685	1 018 506	1 133 467	1 406 654	1 680 751	1 912 882	2 143 088
Autres revenus de sources propres	122 769	93 893	125 523	214 110	242 508	247 987	296 852	396 311	499 170	486 073
Somme partielle	6 404 699	7 322 141	8 683 971	9 785 190	10 904 819	12 160 247	13 757 353	16 494 973	17 986 686	19 294 638
Transferts										
Transferts de l'administration fédérale	1 808 817	2 160 569	2 435 407	3 020 088	3 203 051	3 662 185	3 769 001	4 319 193	5 091 930	6 151 158
Transferts des entreprises fédérales	13 685	11 153	20 871	25 624	27 198	51 233	77 733	116 898	97 927	86 397
Transferts des administrations locales	10 969	169	108	755	1 193	-	4 234	7 341	-	160
Somme partielle	1 833 471	2 171 891	2 456 386	3 046 427	3 231 438	3 713 378	3 850 968	4 442 418	5 189 757	6 237 715
Total des revenus généraux bruts	8 238 170	9 494 032	11 140 357	12 831 617	14 136 257	15 873 625	17 608 321	20 937 391	23 176 443	25 532 353

Tableau 1.6
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec, selon la fonction et la nature économique, Québec, 1981-84

Fonction	Nature économique						
		Transferts					
	Biens et services	Particuliers	Entreprises	Institutions publiques	Autres	Autres dépenses	Total
	'000 $						
Services généraux:							
Exécutif et législatif	60 736	989	882	-	-	-	62 567
Gestion	678 799	2 916	8 928	282 427	-	-	965 070
Pensions versées en vertu du RRFCQP	-	27 737	-	-	-	-	27 737
Pensions versées en vertu des autres régimes de retraite	-	331 848	-	-	-	-	331 848
Autres	66 130	13 533	7 995	277	-	-	87 935
Somme partielle	801 665	376 623	13 765	282 704	-	-	1 474 757
Protection de la personne et de la propriété:							
Cours de justice	86 728	288	-	-	-	-	85 016
Correction et réhabilitation	92 812	813	355	40	-	-	93 620
Police	239 759	294	-	-	269	-	240 322
Lutte contre les incendies	1 207	-	-	-	472	-	1 679
Protection du consommateur	30 752	996	255	-	-	-	32 003
Services de réglementations	60 031	160	-	-	-	1 088	61 279
Autres	71 027	32 126	-	-	1 955	-	105 108
Somme partielle	579 916	34 677	610	40	2 696	1 088	619 027
Transports et communications:							
Transport routier	758 130	-	-	-	27 280	32 200	813 610
Transport en commun	12 314	458	25	-	336 576	-	349 373
Transport par eau	1 617	518	5 651	-	299	-	8 085
Transport aérien	5 575	49	346	-	298	-	6 268
Télécommunications	109 067	492	2 059	435	237	-	112 290
Autres	49 193	21	-	-	30 683	-	79 897
Somme partielle	931 896	1 538	8 081	435	395 373	32 200	1 369 523
Santé:							
Soins hospitaliers	106 904	95 393	-	3 418 479	-	-	3 610 776
Soins médicaux	1 510 106	-	-	-	-	-	1 510 106
Soins préventifs	2 227	7 482	-	232 902	-	-	242 611
Autres	27 363	16 309	-	16 788	25	-	60 485
Somme partielle	1 646 600	109 184	-	3 668 169	25	-	5 423 978
Services sociaux:							
Sécurité sociale:							
Régimes contributifs:							
Régime de rentes du Québec	-	1 314 365	-	-	-	-	1 314 365
Régimes concernant la population active:							
Assurance-chômage	33 583	-	-	-	-	-	33 583
Accidents de travail	207 198	499 549	-	-	-	23 404	730 147
Supplément au revenu du travail	298	21 189	-	-	-	-	21 493
Allocations de maternité	-	8 906	-	-	-	-	8 906
Indemnisation des accidents de véhicules automobiles	-	167 113	-	-	-	-	167 113
Allocations familiales	5 382	194 483	-	-	-	-	199 865
Somme partielle	246 453	2 205 605	-	-	-	23 404	2 475 462
Bien-être social:							
Assistance sociale	-	1 834 156	-	-	-	-	1 834 156
Service de bien-être	90 005	110 226	22 709	1 105 439	25	-	1 328 404
Paiements à titre gracieux et allocations	-	-	-	-	-	-	-
Autres dépenses de bien-être social	20 157	606	-	-	22 564	-	43 327
Crédits et dégrèvements d'impôts (incluant les subventions aux propriétaires)	-	263 448	20 610	-	-	-	284 058
Autres services sociaux	126 840	31 934	-	16 202	-	-	174 976
Somme partielle	237 002	2 240 370	43 319	1 121 641	22 589	-	3 664 921
Somme partielle	483 455	4 445 975	43 319	1 121 641	22 589	23 404	6 140 383
Éducation:							
Élémentaire et secondaire	27 419	171 805	186	4 161 088	904	-	4 361 002
Collégial	11 043	150 156	-	748 301	-	-	909 500
Universitaire	3 000	810 530	-	263 139	-	-	1 076 669
Services particuliers de recyclage	-	62 630	242	96 949	-	-	159 821
Autres	63 678	3 227	-	-	-	-	66 905
Somme partielle	105 140	1 197 948	428	5 269 477	904	-	6 573 897

Tableau 1.6 (fin)
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec, selon la fonction et la nature économique, Québec, 1983-84

Fonction	Nature économique						
		Transferts					
	Biens et services	Particuliers	Entreprises	Institutions publiques	Autres	Autres dépenses	Total
	'000 $						
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie:							
Agriculture	132 100	174 923	164 807	2 555	5 059	-	479 044
Chasse et pêche	58 553	1 072	7 016	179	1 370	-	68 190
Forêts	129 065	-	53 050	-	-	-	182 115
Mines	17 968	1 513	8 471	-	-	-	27 952
Pétrole et gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-
Tourisme	91 619	4 835	1 347	-	3 453	-	51 254
Commerce et industrie	79 864	1 676	103 521	9 619	5 751	6 986	201 417
Eau	-	-	-	-	-	-	-
Autres	63 135	1 131	588	115	220	-	65 189
Somme partielle	522 304	185 150	338 400	6 468	15 853	6 986	1 075 161
Environnement:							
Approvisionnement d'eau et épuration de l'eau	21 560	3 711	1 699	74	100 101	-	127 145
Contrôle de la pollution	17 128	99	-	-	9 628	-	26 855
Autres	21 572	764	-	77	-	-	22 413
Somme partielle	60 260	4 574	1 699	151	109 729	-	176 413
Loisirs et culture:							
Loisirs	112 445	23 596	862	38	32 013	-	168 954
Culture	68 785	28 880	13 380	554	25 191	1 309	138 099
Autres	2 261	5 155	693	-	-	-	8 109
Somme partielle	183 491	57 631	14 935	592	57 204	1 309	315 162
Travail, emploi et immigration:							
Travail et emploi	140 675	21 121	106 660	-	290	469	269 215
Immigration	19 736	4 304	-	30	-	-	24 070
Somme partielle	160 411	25 425	106 660	30	290	469	293 285
Logement:							
Opérations relatives au logement	105 501	-	114 837	-	48 661	-	268 999
Aide au logement	-	34 788	3 529	-	-	211	38 528
Somme partielle	105 501	34 788	118 366	-	48 661	211	303 527
Planification et aménagement des régions:							
Urbanisme et zonage	-	-	-	-	-	-	-
Aménagement des agglomérations urbaines	2 322	-	-	-	11 307	-	13 629
Aménagement des régions	19 611	3 448	25 790	255	11 909	447	61 460
Autres	18 235	50	2 360	-	74 677	-	95 322
Somme partielle	40 168	3 498	28 150	255	97 893	447	170 411
Transferts à des fins générales aux administrations locales:							
Subventions en remplacement d'impôt	-	-	-	-	259 525	-	259 525
Autres	-	-	-	-	10 882	-	10 882
Somme partielle	-	-	-	-	270 407	-	270 407
Transferts aux entreprises propres	-	-	259 644	-	-	-	259 644
Service de la dette:							
Intérêts	-	2 058 915	-	-	-	-	2 058 915
Autres	22 301	140	-	-	-	22 408	44 849
Somme partielle	22 301	2 059 055	-	-	-	22 408	2 103 764
Total	5 643 108	8 536 066	938 057	10 349 962	1 017 624	88 522	26 569 339

Tableau 1.7
Dépenses générales brutes des ministères et des fonds spéciaux, selon la fonction, Québec, 1982-83 et 1983-84

Fonction	1982-83		1983-84					
	Total		Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Total		Variation
	'000 $	%	'000 $			'000 $	%	'000 $	%
Services généraux:								
Exécutif et législatif	72 344	0,3	62 567	-	-	62 567	0,2	(9 777)	(13,5)
Gestion	890 847	3,6	962 504	2 566	-	965 070	3,6	74 223	8,3
Pensions versées en vertu du RREGOP	28 687	0,2	27 737	-	-	27 737	0,1	(950)	(3,3)
Pensions versées en vertu des autres régimes de retraite	280 401	1,1	331 448	6 650	6 650	331 448	1,3	50 847	18,1
Autres	72 552	0,3	92 817	-	8 882	87 935	0,3	15 383	21,2
Somme partielle	1 345 031	5,5	1 477 073	9 216	11 532	1 474 757	5,5	129 726	9,6
Protection de la personne et de la propriété:									
Cours de justice	85 415	0,4	85 016	-	-	85 016	0,3	(399)	(0,5)
Correction et réhabilitation	93 092	0,4	93 620	-	-	93 620	0,3	528	0,6
Police	224 158	0,9	240 322	-	-	240 322	1,0	16 164	7,2
Lutte contre les incendies	8 606	--	1 679	-	-	1 679	--	(6 927)	(80,5)
Protection du consommateur	-	-	32 413	-	5 410	32 003	0,1	32 003	100,0
Services de réglementations	89 090	0,4	59 927	1 352	-	61 279	0,2	(27 811)	(31,2)
Autres	100 041	0,4	122 214	42 799	59 905	105 108	0,4	5 067	5,1
Somme partielle	600 402	2,5	640 191	44 151	65 315	619 027	2,3	18 625	3,1
Transports et communications:									
Transport routier	1 238 930	5,0	813 250	360	-	813 610	3,1	(425 320)	(34,3)
Transport en commun	343 797	1,4	349 373	-	-	349 373	1,3	5 576	1,6
Transport par eau	20 987	0,1	9 085	-	-	9 085	--	(12 862)	(61,4)
Transport aérien	7 434	--	6 268	-	-	6 268	--	(1 166)	(15,7)
Télécommunications	742	--	117 235	49 620	54 565	112 290	0,4	111 548	15 033,4
Autres	64 774	0,3	76 102	3 795	-	79 897	0,3	15 123	23,3
Somme partielle	1 676 624	6,8	1 370 313	53 775	54 565	1 369 523	5,1	(307 101)	(18,3)
Santé:									
Soins hospitaliers	3 323 608	13,5	3 650 362	106 904	146 490	3 610 776	13,6	287 128	8,6
Soins médicaux	1 389 709	5,7	1 469 138	1 510 106	1 469 138	1 510 106	5,7	120 397	8,7
Soins préventifs	202 918	0,8	238 707	24 082	20 178	242 611	0,9	39 693	19,6
Autres	62 555	0,3	60 485	-	-	60 485	0,2	(2 070)	(3,3)
Somme partielle	4 978 830	20,3	5 418 692	1 681 092	1 635 806	5 423 978	20,4	445 148	8,9
Services sociaux:									
Sécurité sociale:									
Régimes contributifs:									
Régime des rentes du Québec	1 076 807	4,4	1 282	1 531 766	18 683	1 314 365	5,0	237 558	22,0
Régimes concernant la population active:									
Assurance-chômage	25 772	0,1	33 583	-	-	33 583	0,1	9 811	41,3
Accidents de travail	718 685	2,9	21 130	730 147	21 130	730 147	2,8	11 462	1,6
Supplément au revenu du travail	20 169	0,1	21 483	-	-	21 483	--	1 314	6,5
Allocations de maternité	8 994	--	8 906	-	-	8 906	--	(88)	(1,0)
Indemnisation des accidents de véhicules automobiles	144 496	0,6	-	167 113	-	167 113	0,6	22 617	15,6
Allocations familiales	191 889	0,8	199 865	5 375	5 375	199 865	0,8	7 976	4,2
Somme partielle	2 186 812	8,9	286 249	2 234 401	45 188	2 475 462	9,3	290 650	13,3
Bien-être social:									
Assistance sociale	1 501 715	6,1	1 834 156	10 898	10 898	1 834 156	6,9	332 441	22,1
Services de bien-être	1 337 610	5,5	1 268 278	95 140	35 014	1 328 404	5,0	(9 206)	(0,7)
Paiements à titre gracieux et allocations	11 592	--	12 346	-	12 346	-	-	(11 592)	(100,0)
Autres dépenses de bien-être social	23 965	0,1	43 327	-	-	43 327	0,2	19 362	80,8
Crédits et dégrèvements d'impôts (incluant les subventions aux propriétaires)	298 049	1,2	284 058	-	-	284 058	1,1	(13 991)	(4,7)
Autres services sociaux	49 439	0,2	62 504	123 269	10 797	174 976	0,6	125 337	252,5
Somme partielle	3 222 370	13,1	3 504 669	229 307	69 055	3 664 921	13,8	442 351	13,7
Somme partielle	5 407 382	22,0	3 790 918	2 463 708	114 243	6 140 383	23,1	733 001	13,6

Tableau 1.7 (fin)
Dépenses générales brutes des ministères et des fonds spéciaux, selon la fonction, Québec, 1982-83 et 1983-84

Fonction	1982-83		1983-84					
	Total		Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Total		Variation
	'000 $	%	'000 $			'000 $	%	'000 $	%
Éducation:								
Élémentaire et secondaire	3 990 554	16,3	4 361 002	-	-	4 361 002	16,4	370 448	9,3
Collégial	-	-	909 500	-	-	909 500	3,4	909 500	--
Universitaire	1 792 010	7,3	1 071 065	31 595	25 991	1 076 669	4,1	(715 341)	(39,9)
Services particuliers de recyclage	152 255	0,6	159 821	-	-	159 821	0,6	7 566	5,0
Autres	59 213	0,2	66 905	-	-	66 905	0,2	7 692	13,0
Somme partielle	5 994 032	24,4	6 568 293	31 595	25 991	6 573 897	24,7	579 865	9,7
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie:									
Agriculture	399 902	1,6	358 244	274 213	153 413	479 044	1,8	79 142	19,8
Chasse et pêche	59 125	0,2	68 190	-	-	68 190	0,3	9 065	15,3
Forêts	182 953	0,6	183 716	1 623	3 224	182 115	0,7	39 162	27,4
Mines	21 145	0,1	27 952	-	-	27 952	0,1	6 807	32,2
Pétrole et gaz naturel	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tourisme	34 456	0,2	46 083	13 562	8 351	51 254	0,2	16 798	48,7
Commerce et industrie	154 956	0,6	187 873	117 284	103 740	201 417	0,8	46 461	30,0
Eau	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	65 508	0,3	63 667	1 581	59	65 189	0,2	(319)	(0,5)
Somme partielle	878 045	3,6	935 685	408 263	268 787	1 075 161	4,1	197 116	22,4
Environnement:									
Approvisionnement d'eau et épuration de l'eau	118 236	0,5	127 552	3 271	3 478	127 145	0,5	8 909	7,5
Contrôle de la pollution	28 029	0,1	26 855	-	-	26 855	0,1	(1 174)	(4,2)
Autres	21 449	0,1	22 358	55	-	22 413	0,1	964	4,5
Somme partielle	167 714	0,7	176 565	3 326	3 478	176 413	0,7	8 699	5,2
Loisirs et culture:									
Loisirs	150 206	0,6	168 857	97	-	168 954	0,6	18 748	12,5
Culture	161 254	0,7	128 361	25 714	15 976	138 099	0,5	(23 155)	(14,4)
Autres	5 846	--	6 195	6 044	4 130	8 109	--	2 263	38,7
Somme partielle	317 306	1,3	303 413	31 855	20 106	315 162	1,2	(2 144)	(0,7)
Travail, emploi et immigration:									
Travail et emploi	92 572	0,3	227 609	46 972	5 366	269 215	1,0	186 643	226,0
Immigration	23 793	0,1	24 086	-	16	24 070	0,1	277	1,2
Somme partielle	106 365	0,4	251 695	46 972	5 382	293 285	1,1	186 920	175,7
Logement:									
Opérations relatives au logement	281 722	1,1	240 776	267 681	243 458	264 999	1,0	(16 723)	(5,9)
Aide au logement	12 408	0,1	-	38 528	-	38 528	0,1	26 120	210,5
Somme partielle	294 130	1,2	240 776	306 209	243 458	303 527	1,1	9 397	3,2
Planification et aménagement des régions:									
Urbanisme et zonage	-	-	-	-	-		-	-	-
Aménagement des agglomérations urbaines	13 305	0,1	13 629	-	-	13 629	--	324	2,4
Aménagement des régions	47 793	0,2	74 274	4 126	16 940	61 460	0,2	13 667	28,6
Autres	77 178	0,3	85 564	9 758	-	95 322	0,4	18 144	23,5
Somme partielle	138 276	0,6	173 467	13 884	16 940	170 411	0,6	32 135	23,2
Transferts à des fins générales aux administrations locales:									
Subventions en remplacement d'impôt	240 365	1,0	259 525	-	-	259 525	1,1	19 160	8,0
Autres	23 181	0,1	10 882	-	-	10 882	--	(12 299)	(53,1)
Somme partielle	263 546	1,1	270 407	-	-	270 407	1,1	6 861	2,6
Transferts aux entreprises propres	125 218	0,5	259 644	-	-	259 644	1,1	134 426	107,3
Services de la dette:									
Intérêts	2 229 667	9,1	1 981 623	126 692	49 400	2 058 915	7,7	(170 752)	(7,7)
Autres	5 765	--	44 709	140	-	44 849	0,2	39 084	677,9
Somme partielle	2 235 432	9,1	2 026 332	126 832	49 400	2 103 764	7,9	(131 668)	(5,9)
Total des dépenses générales brutes	24 528 333	100,0	23 903 464	5 180 878	2 513 003	26 569 339	100,0	2 041 006	8,3

Tableau 1.8
RAconciliation des dépenses générales brutes du gouvernement du Québec avec l'information brute contenue dans les Comptes publics et dans les rapports annuels des fonds spéciaux, Québec, 1983-84

Dépenses brutes	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Total
		'000 $		
Dépenses brutes	24 523 514	5 353 955	...	29 877 469
Déduire:				
Transactions à l'intérieur du gouvernement du Québec:				
Transferts des ministères vers les fonds spéciaux	...	...	63 989	63 989
Transferts des fonds spéciaux vers les ministères	...	...	2 451 014	2 451 014
Somme partielle	...	...	2 515 003	2 515 003
Postes ne constituant pas des dépenses	-	65 014	...	65 014
Recouvrement des dépenses de l'année courante incluses dans les revenus	46 637	108 063	...	154 700
Contributions du gouvernement comme employeur à certains régimes (RRQ, RAMQ, CSST)	98 833	-	...	98 833
Contributions du gouvernement à titre d'employeur pour le RREGOP	615 827	-	...	615 827
Contributions du gouvernement à titre d'employeur aux autres régimes de retraite	617 054	-	...	617 054
Somme partielle	1 378 351	173 077	...	1 551 428
Plus:				
Fonds spécial olympique	115 367	-	...	115 367
Montants ajoutés dans le but de traiter l'information sur une base brute	222 591	-	...	222 591
Pensions versées pour le RREGOP	27 737	-	...	27 737
Pensions versées pour les autres régimes de retraite	331 448	-	...	331 448
Dépenses irrécouvrables	61 158	-	...	61 158
Somme partielle	758 301	-	...	758 301
Total des dépenses générales brutes	23 903 464	5 180 878	2 515 003	26 569 339

Tableau 1.9
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec, selon la nature économique, Québec, 1974-75 à 1983-84

Nature économique	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84
					'000 $					
Biens et services	3 654 687	4 611 991	5 133 379	5 506 506	6 327 561	7 171 049	8 019 706	8 855 530	11 130 996	5 643 108[1]
Transferts										
Particuliers	2 221 163	2 692 495	3 488 802	4 023 046	4 451 841	5 192 417	6 149 833	7 466 671	7 869 886	8 536 066
Entreprises	121 205	132 886	164 451	278 917	310 881	293 395	429 761	461 904	812 78	934 057
Autres échelons de l'administration publique	1 721 194	2 071 567	2 462 237	2 847 437	3 070 612	3 130 323	3 966 029	4 595 812	4 650 684	11 367 586[1]
Autres dépenses	118 493	97 667	35 612	-	73 913	117 741	82 686	99 601	68 199	88 522
Total des dépenses générales brutes	7 936 742	9 606 606	11 284 481	12 655 906	14 234 468	15 908 925	18 548 006	21 479 517	24 529 333	26 569 339

1 Les transferts aux établissements de santé et de services sociaux, aux cégeps et à l'Université du Québec sont maintenant inclus aux transferts aux autres échelons de l'administration publique.

Tableau 1.10
Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec, selon la fonction, Québec, 1974-75 à 1983-84

Fonction	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84
	'000 $									
Services généraux	405 099	445 667	509 041	606 614	790 976	932 480	1 117 356	1 197 073	1 345 031	1 474 757
Protection de la personne et de la propriété	295 381	347 019	435 594	445 477	446 110	486 384	521 339	620 904	600 402	619 027
Transports et communications	737 799	874 531	891 231	881 593	911 941	1 035 885	1 067 668	1 152 488	1 676 624	1 369 523
Santé	1 895 163	2 322 924	2 654 988	2 826 496	3 104 183	3 573 787	3 989 799	4 547 277	4 978 830	5 423 978[1]
Services sociaux	1 206 153	1 524 075	1 872 374	2 190 893	2 599 009	3 017 573	3 547 512	4 184 850	5 407 382	6 140 383[1]
Éducation	1 981 331	2 399 051	3 056 002	3 501 322	3 710 085	3 981 352	5 024 442	5 814 387	5 994 032	6 573 897[1]
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	346 284	435 650	436 310	543 625	612 453	674 446	714 613	837 820	878 045	1 075 161
Environnement	42 412	46 686	39 894	50 330	62 758	82 729	124 511	147 324	167 714	176 413
Loisirs et culture	104 646	171 074	143 277	181 756	189 967	214 550	255 509	264 851	317 306	315 162
Travail, emploi et immigration	19 406	24 413	35 651	43 630	54 330	81 269	115 810	132 073	106 365	293 285
Logement	25 389	41 521	98 490	76 419	186 918	227 633	257 977	214 498	294 130	303 527
Planification et aménagement des régions	118 524	171 022	110 930	109 540	156 944	184 373	140 730	163 252	138 276	170 411
Transferts à des fins générales aux administrations locales	280 148	323 935	361 709	403 888	459 549	336 769	187 382	211 213	263 586	270 407
Transferts aux entreprises propres	14 762	10 489	68 095	90 440	87 966	99 689	117 555	117 306	125 218	257 684
Service de la dette	364 325	468 549	580 895	703 923	861 279	976 006	1 365 803	1 874 201	2 235 432	2 103 764[1]
Total des dépenses générales brutes	7 836 742	9 606 606	11 284 481	12 655 906	14 234 468	15 904 925	18 548 006	21 479 517	24 528 333	26 569 339

1 Les transferts aux établissements de santé et de services sociaux, aux cégeps et à l'Université du Québec, pour le service de la dette, sont maintenant inclus aux fonctions concernées.

Tableau 1.11
Actif du gouvernement du Québec, des ministères et des fonds spéciaux, Québec, 1982-83 et 1983-84

Actif	1982-83				1983-84			
	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec
				'000 $				
Encaisse et dépôts								
Encaisse	31 732	21 575	-	53 307	55 426	28 831	-	84 257
Dépôts dans les institutions financières gouvernementales	-	10 480 271	-	10 480 271	-	11 359 723	-	11 359 723
Dépôts dans les banques à charte	278 298	170 902	-	449 200	265 232	222 237	-	487 469
Dépôts dans d'autres institutions financières	54 082	1 000	-	55 082	75 000	858	-	75 858
Total, encaisse et dépôts	364 112	10 673 748	-	11 037 860	395 658	11 611 649	-	12 007 307
Effets à recevoir								
Impôts	1 260 768	66 996	-	1 331 764	1 416 893	90 603	-	1 507 496
Intérêts	27 935	320 194	-	348 129	24 895	342 864	-	367 759
Comptes clients	29 801	38 474	-	68 275	28 391	49 224	-	77 615
Administrations publiques:								
Administration fédérale	237 849	1 000	-	238 849	252 425	456	-	252 881
Administration provinciale	73 082	226 319	299 401	-	30 004	313 786	343 790	-
Administrations locales	-	-	-	-	-	13 442	-	13 442
Somme partielle	310 931	227 319	299 401	238 849	282 429	327 684	343 790	266 323
Entreprises publiques:								
Entreprises fédérales	-	95 163	-	95 163	-	75 312	-	75 312
Entreprises provinciales	15 275	-	-	15 275	40 000	-	-	40 000
Entreprises locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	15 275	95 163	-	110 438	40 000	75 312	-	115 312
Autres	119 175	24 473	-	143 648	89 963	30 573	-	120 536
Total, effets à recevoir	1 767 885	772 619	299 401	2 241 103	1 882 571	916 260	343 790	2 455 041
Avances								
Aux:								
Administrations publiques:								
Administration provinciale								
Gouvernement du Québec	375 068	28 247	403 315	-	337 754	-	337 754	-
Institutions publiques	2 775	-	-	2 775	2 775	-	-	2 775
Administrations locales	7 157	-	-	7 157	7 058	-	-	7 058
Somme partielle	385 000	28 247	403 315	9 932	347 587	-	337 754	9 833
Entreprises publiques:								
Entreprises fédérales	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises provinciales	53 587	-	-	53 587	81 092	192	-	81 284
Entreprises locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	53 587	-	-	53 587	81 092	192	-	81 284
Particuliers	51 304	-	-	51 304	75 533	-	-	75 533
Entreprises privées	65 219	160 172	-	225 391	44 545	202 242	-	246 787
Universités	5 107	-	-	5 107	5 107	-	-	5 107
Autres	-	15	-	15	-	156	-	156
Total, avances	560 217	188 434	403 315	345 336	553 864	202 590	337 754	418 700
Titres								
Bons du trésor	2 000	-	2 000	-	6 500	-	6 500	-
Obligations:								
Administrations publiques:								
Administration fédérale	505	126 724	-	127 229	-	73 721	-	73 721
Administration provinciale								
Gouvernement du Québec	254 899	425 577	680 476	-	310 374	525 593	835 967	-
Institutions publiques	-	78 508	-	78 508	-	82 188	-	82 188
Autres provinces	-	-	-	-	-	19 532	-	19 532
Administrations locales	65 769	103 451	-	169 220	64 266	98 375	-	162 641
Somme partielle	321 173	734 260	680 476	374 957	374 640	799 409	835 967	338 082

Tableau 1.11 (fin)
Actif du gouvernement du Québec, des ministères et des fonds spéciaux, Québec, 1982-83 et 1983-84

Actif	1982-83				1983-84			
	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec
				'000 $				
Entreprises publiques:								
Entreprises fédérales	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises provinciales	3 195	217 488	-	220 683	3 206	251 311	-	254 517
Entreprises locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	3 195	217 488	-	220 683	3 206	251 311	-	254 517
Secteur privé:								
Entreprises	-	201 297	-	201 297	-	142 630	-	142 630
Universités	-	21 017	-	21 017	-	20 084	-	20 084
Autres	-	503	-	503	-	87 647	-	87 647
Somme partielle	-	222 817	-	222 817	-	250 361	-	250 361
Somme partielle	324 368	1 174 565	680 476	818 457	377 886	1 901 081	835 967	842 960
Actions:								
Administration publique provinciale	104 611	1 499	106 110	-	113 512	-	113 512	-
Entreprises publiques provinciales	5 591 310	8 838	-	5 600 148	5 717 217	8 838	-	5 726 055
Entreprises privées	22 105	287 017	-	309 122	7 110	486 049	-	493 159
Somme partielle	5 718 026	297 354	106 110	5 909 270	5 837 839	494 887	113 512	6 219 214
Hypothèques et contrats de vente:								
Hypothèques en vertu de la Loi nationale sur l'habitation	-	570 929	-	570 929	-	565 099	-	565 099
Autres	-	253 284	-	253 284	-	265 252	-	265 252
Somme partielle	-	824 213	-	824 213	-	830 351	-	830 351
Autres titres	-	-	-	-	-	(5 818)	-	(5 818)
Total, titres	6 044 394	2 296 132	788 586	7 551 940	6 222 185	2 620 501	955 979	7 886 707
Autres actifs financiers								
Administration provinciale	-	-	-	-	-	15 721	15 721	-
Autres	2 210	19 566	150	21 626	2 210	17 244	-	19 454
Total, autres actif financiers	2 210	19 566	150	21 626	2 210	32 965	15 721	19 454
Total, actif financier	8 738 818	13 950 499	1 491 452	21 197 865	9 056 488	15 583 965	1 653 244	22 787 209

Tableau I.12
Passif du gouvernement du Québec, des ministères et des fonds spéciaux, Québec, 1982-83 et 1983-84

Passif	1982-83				1983-84			
	Ministères	Fonds spéciaux	Eliminations	Gouvernement du Québec	Ministères	Fonds spéciaux	Eliminations	Gouvernement du Québec
				'000 $				
Emprunts auprès d'institutions financières:								
Découverts bancaires	331 894	50 378	-	382 272	223 716	66 811	-	290 527
Emprunts bancaires	-	22 113	-	22 113	-	127 209	-	127 209
Autres institutions financières	-	21 616	-	21 616	-	57 351	-	57 351
Somme partielle	331 894	94 107	-	426 001	223 716	251 371	-	475 087
Effets à payer:								
Titres échus en circulation	-	-	-	-	-	-	-	-
Intérêts	749 773	120 400	-	870 173	840 387	93 213	-	933 600
Comptes-fournisseurs	156 400	235 536	-	391 936	195 700	278 775	-	474 475
Administrations publiques:								
Administration fédérale	-	-	-	-	-	4 259	-	4 259
Administration provinciale:								
Gouvernement du Québec	194 866	73 013	267 879	-	180 031	30 004	210 035	-
Institutions publiques	137 500	-	-	137 500	212 400	-	-	212 400
Administrations locales	360 652	8 638	-	369 290	448 729	9 874	-	458 602
Somme partielle	693 018	81 651	267 879	506 790	841 159	44 137	210 035	675 261
Entreprises publiques:								
Entreprises provinciales	4 386	27 000	-	31 386	24 827	-	-	24 827
Entreprises locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	4 386	27 000	-	31 386	24 827	-	-	24 827
Autres								
Universités	19 700	-	-	19 700	14 600	-	-	14 600
Autres	158 100	23 417	-	181 517	169 680	89 080	-	258 760
Somme partielle	177 800	23 417	-	201 217	184 280	89 080	210 035	273 360
Total, effets à payer	1 781 377	488 004	267 879	2 001 502	2 086 353	505 205	210 035	2 381 523
Avances								
En provenance des:								
Administrations publiques:								
Administration fédérale	348 259	-	-	348 259	346 387	15 600	-	361 987
Administration provinciale	-	544 912	544 912	-	-	361 062	361 062	-
Administrations locales	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	348 259	544 912	544 912	348 259	346 387	376 662	361 062	361 987
Entreprises publiques:								
Entreprises fédérales	42 200	74 441	-	116 641	38 909	62 162	-	101 071
Entreprises provinciales	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	42 200	74 441	-	116 641	38 909	62 162	-	101 071
Banques à charte	-	3 005	-	3 005	2 800	9 462	-	12 262
Autres institutions financières	-	27 300	-	27 300	-	5 200	-	5 200
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Total, avances	390 459	649 658	544 912	495 205	388 096	453 486	361 062	480 520
Bons du trésor	1 325 000	-	-	1 325 000	1 485 000	-	-	1 485 000
Obligations d'épargne	1 493 061	-	-	1 493 061	1 934 967	-	-	1 934 967
Obligations								
Détenues par:								
Administrations publiques:								
Régime de pensions du Canada	99 142	-	-	99 142	104 474	-	-	104 474
Administration provinciale	456 679	-	456 679	-	835 967	134 652	970 619	-
Somme partielle	555 821	-	456 679	99 142	940 441	134 652	970 619	104 474

Tableau 1.12 (fin)
Passif du gouvernement du Québec, des ministères et des fonds spéciaux, Québec, 1982-83 et 1983-84

Passif	1982-83				1983-84			
	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec	Ministères	Fonds spéciaux	Éliminations	Gouvernement du Québec
	'000 $							
Entreprises publiques:								
Entreprises provinciales	4 695 500	-	-	4 695 500	5 256 657	-	-	5 256 657
A la collectivité:								
Payables:								
Au Canada	3 709 105	1 360 558	-	5 069 663	3 718 204	1 521 841	-	5 240 045
Aux États-Unis	1 405 067	-	-	1 405 067	1 879 880	-	-	1 879 880
A des pays étrangers autres que les États-Unis	1 298 754	-	-	1 298 754	1 468 222	-	-	1 468 222
Somme partielle	6 412 926	1 360 558	-	7 773 484	7 066 306	1 521 841	-	8 588 147
Somme partielle	11 664 247	1 360 558	456 679	12 568 126	13 263 404	1 656 693	970 619	13 949 278
Autres titres:								
Détenus par:								
Administration provinciale	-	98 445	98 445	-	-	105 846	105 846	-
Entreprises provinciales (autres provinces)	-	-	-	-	-	-	-	-
Somme partielle	-	98 445	98 445	-	-	105 846	105 846	-
Autres	1 429 614	101 427	-	1 531 041	1 527 283	79 798	-	1 607 081
Total, autres titres	1 429 614	199 872	98 445	1 531 041	1 527 283	185 644	105 846	1 607 081
Dépôts:								
Dus aux:								
Administrations publiques:								
Administration provinciale	-	-	-	-	-	-	-	-
Entreprises publiques:								
Entreprises provinciales	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	48 645	15 240	-	63 885	51 448	22 886	-	74 334
Somme partielle	48 645	15 240	-	63 885	51 448	22 886	-	74 334
Autres créances:								
Dues aux:								
Administrations publiques:								
Administration provinciale	-	-	-	-	-	193	193	-
Administrations locales	11 494	-	-	11 494	8 669	-	-	8 669
Autres:								
Revenus différés	-	170 345	-	170 345	-	252 276	-	252 276
Autres	-	6 829	123 537	(116 708)	-	7 271	5 489	1 782
Somme partielle	11 494	177 174	123 537	65 131	8 669	259 740	5 682	262 727
Total, passif	18 475 791	2 984 613	1 491 452	19 968 952	20 968 936	3 334 825	1 653 244	22 650 517
Excédent de l'actif financier sur le passif ou (excédent du passif sur l'actif financier)	(9 736 973)	10 965 886	-	1 228 913	(11 912 448)	12 049 140	-	136 692

Tableau 1.13
Provenance et utilisation des fonds, des ministères, des fonds spéciaux et du gouvernement du Québec, Québec, 1983-84

	Ministères		Fonds spéciaux		Gouvernement du Québec[1]	
	Provenance	Utilisation	Provenance	Utilisation	Provenance	Utilisation
			'000 $			
Excédent ou déficit de la gestion financière pour la période	-	2 103 173	1 113 454	-	-	1 036 986
Différence entre les éliminations ou les ajustements (excluant les régimes de retraite)	-	9 104	-	-		(38 163)
Modifications dans les pratiques et conventions comptables	-	58 500	-	-	-	58 500
Passif:						
Variations dans les emprunts						
Avances:						
En provenance:						
De l'administration fédérale	-	1 972	15 600	-	13 728	-
Des entreprises publiques fédérales	-	3 291	-	12 279	-	15 570
De l'administration provinciale	-	-	-	183 850	-	-
Des entreprises publiques provinciales	-	-	-	-	-	-
D'autres	2 800	-	-	15 643	-	12 843
Bons du trésor	160 000	-	-	-	160 000	-
Obligations d'épargne	441 906	-	-	-	441 906	-
Obligations:						
Emises:						
Au fonds de placement du régime de pensions du Canada	5 332	-	-	-	5 332	-
A l'administration provinciale	379 288	-	134 652	-	-	-
Aux entreprises publiques provinciales	561 157	-	-	-	561 157	-
A la collectivité:						
Au Canada	9 099	-	161 283	-	170 382	-
A l'extérieur du pays	644 281	-	-	-	644 281	-
Autres titres	97 669	-	-	14 220	76 040	-
Emprunts auprès d'institutions financières	-	108 178	157 268	-	49 086	-
Effets à payer	914 976	-	17 201	-	380 021	-
Dépôts dus et autres passifs	-	22	90 212	-	208 045	-
Actif:						
Variations dans les avances						
Aux entreprises publiques fédérales	-	-	-	-	-	-
A l'administration provinciale	57 514	-	28 247	-	-	-
Aux entreprises publiques provinciales	-	27 505	-	192	-	27 697
Aux administrations locales	99	-	-	-	99	-
Aux entreprises locales	-	-	-	-	-	-
A d'autres	-	3 555	-	42 211	-	45 766
Variations dans la détention de titres:						
Bons du trésor	-	4 500	-	-	-	-
Obligations:						
Administration fédérale	505	-	53 003	-	53 508	-
Entreprises publiques fédérales	-	-	-	-	-	-
Administration provinciale	-	55 475	-	101 696	-	3 680
Entreprises publiques provinciales	-	11	-	33 823	-	33 834
Administrations locales	1 503	-	5 076	-	6 579	-
Autres	-	-	-	47 076	-	47 076
Actions:						
Administration publique provinciale	-	8 901	1 499	-	-	-
Entreprises publiques provinciales	-	125 907	-	-	-	125 907
Entreprises privées	14 995	-	-	199 032	-	184 037
Autres titres	-	-	-	320	-	320
Encaisse et dépôts	-	31 546	-	937 901	-	969 447
Effets à recevoir	-	114 686	-	143 641	-	213 938
Autres actifs financiers	-	-	-	13 399	2 172	-
Total, variations nettes dans le bilan	2 175 475	-	-	1 083 258	1 092 221	-
Différence	-	4 698	-	30 200	-	34 898

1 Incluant les éliminations.
2 Excluant les contributions du gouvernement comme employeur à certains régimes.
3 Annulation des créances à recevoir de la Société d'aménagement de l'Outaouais.
4 Dû en majeure partie à l'ajout de nouveaux fonds spéciaux.

PARTIE II

STATISTIQUES FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
SELON LES COMPTES PUBLICS 1983-84

PARTIE II - STATISTIQUES FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC SELON LES COMPTES PUBLICS 1983-84

Cette seconde partie de la publication constitue un supplément statistique aux Comptes publics 1983-84 de la province de Québec et correspond à la partie I de nos dernières publications annuelles. Contrairement à la partie I de la présente publication où nous traitons l'information contenue dans les Comptes publics et dans les rapports financiers annuels des fonds spéciaux pour la rendre conforme au système de gestion des finances publiques, l'information présentée ici est telle qu'elle apparaît aux Comptes publics. Aucun traitement n'est effectué pour rendre cette information conforme au concept de gouvernement du Québec tel que présenté dans la première partie. Notons cependant qu'à l'intérieur de la partie I, deux tableaux présentent une réconciliation entre les données des Comptes publics et celles de la partie I.

Les tableaux de la partie II réunissent diverses informations contenues dans les Comptes publics de la province de Québec des dix dernières années. Cependant, aucun ajustement n'est effectué, dans la série chronologique, pour rendre les données comparables d'une année à l'autre. Les données présentées sont conformes à celles apparaissant dans les Comptes publics des années concernées.

1. ÉVOLUTION DES FINANCES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC DE 1974-75 À 1983-84

1.1 Finances du gouvernement du Québec, 1974-75 à 1983-84

Au cours de la période s'étendant de 1974-75 à 1983-84, les revenus bruts du gouvernement du Québec passent de 6 921 507 000 $ à 21 410 969 000 $, ce qui représente une hausse globale de 209,3 %. Cette hausse se traduit par un taux de croissance annuel composé de 13,4 %. Exprimée en dollars constants de 1971, la croissance globale des revenus est de 32,0 % pour l'ensemble de la décennie, ce qui constitue un taux de croissance annuel composé de 3,1 %.

Par ailleurs, pendant cette même période, les dépenses du gouvernement du Québec passent de 7 208 610 000 $ à 24 523 514 000 $ en dollars courants et de 5 570 796 000 $ à 8 088 230 000 $ en dollars constants de 1971. Les dépenses connaissent donc une hausse globale de 240,2 % et un taux de croissance annuel composé de 14,6 %. En dollars constants, la croissance globale enregistrée est de 45,2 % alors que le taux de croissance annuel composé s'établit à 4,2 %.

Enfin, la dette à long terme du gouvernement du Québec s'accroît de 332,4 % en dollars courants et de 84,5 % en dollars constants de 1971. Elle passe de 3 914 044 000 $ à 16 924 572 000 $ en dollars courants et de 3 024 764 000 $ à 5 581 983 000 $ en dollars constants. Le taux de croissance annuel composé est de 17,7 % en dollars courants et de 7,9 % en dollars constants. L'accroissement de la dette à long terme est dû aux déficits budgétaires et aux autres besoins de financement du gouvernement survenus au cours des dix dernières années.

1.2 Le gouvernement provincial dans l'économie québécoise

L'analyse des finances du gouvernement du Québec par rapport aux principaux indicateurs économiques montre que celui-ci occupe une place de plus en plus importante dans l'économie québécoise. Ainsi, les revenus bruts du gouvernement représentent 26,2 % du revenu personnel au Québec en 1983-84 comparativement à 23,9 % au début de la décennie. De même, en 1983-84, le rapport entre les dépenses du gouvernement et le produit intérieur brut québécois s'établit à 27,1 % comparativement à 20,3 % en 1974-75.

Par ailleurs, on observe que la part relative des traitements et salaires payés directement par le gouvernement du Québec aux employés de la Fonction publique en rapport avec l'ensemble des salaires, traitements et revenus complémentaires au Québec a tendance à demeurer stable au cours de la décennie étudiée. Cette proportion est de 4,3 % en 1983-84 contre 4,2 % en 1974-75.

Par ailleurs, la dette à long terme considérée en rapport avec les revenus perçus par le gouvernement provincial au cours de l'année suivante démontre que l'importance relative de la dette à long terme s'accroît au cours des dix dernières années. En effet, alors que ce rapport s'établit à 49,4 % en 1974-75, il atteint, en 1983-84, 75,3 %. Cette situation s'explique par l'accroissement des déficits budgétaires et autres besoins de financement du gouvernement du Québec.

1.3 Les dépenses des principaux ministères

Les dépenses des ministères varient, d'une année à l'autre, en fonction des responsabilités dévolues à chacun, des charges administratives ainsi que de la réalisation des objectifs gouvernementaux. L'importance relative des dépenses des ministères fluctue donc selon les années.

En 1983-84, le ministère de l'Éducation occupe de nouveau le premier rang avec des dépenses de 6 589 002 000 $. Au cours de la décennie étudiée, la part relative de ce ministère varie entre 26,0 % et 29,8 %; en 1983-84, elle s'établit à 26,9 %.

Le ministère des Affaires sociales conserve la deuxième place avec des dépenses de 5 438 346 000 $ et une part relative de 22,2 %. Jusqu'en 1979-80, la part relative du ministère des Affaires sociales est toujours au-dessus de 30,0 %, mais depuis le transfert de la gestion des régimes de sécurité du revenu au ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, la part relative du ministère des Affaires sociales se situe sous le seuil des 24,0 %.

Le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu occupe, pour une deuxième année consécutive, le troisième rang, devant le ministère des Finances. Avec des dépenses qui s'élèvent à 2 430 425 000 $ en 1983-84, la part relative du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu est de 9,9 % comparativement à des dépenses de 2 370 701 000 $ (dont 2 026 331 752 $ pour le service de la dette) et une part relative de 9,7 % pour le ministère des Finances. Pour la période étudiée, la part relative du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu et du ministère des Finances varie respectivement entre 0,5 % et 9,9 % et entre 4,6 % et 9,7 %.

Par ailleurs, bien qu'il assume la majeure partie des dépenses en immobilisations du gouvernement du Québec, le ministère des Transports vient au cinquième rang au chapitre des dépenses en 1983-84. Ses dépenses s'élèvent à 1 585 430 000 $ et sa part relative s'établit à 6,5 % comparativement à 11,8 % en 1974-75.

Enfin, la Régie de l'assurance-maladie du Québec occupe le sixième rang avec des dépenses de 1 356 593 000 $ et une part relative de 5,5 %.

1.4 Les dépenses en immobilisations

Le ministère des Transports effectue la majeure partie des dépenses en immobilisations du gouvernement provincial. En 1983-84, les dépenses en immobilisations de ce ministère s'élèvent à 402 693 000 $ sur un total de 539 000 000 $, ce qui représente 74,7 %.

Avec des dépenses en immobilisations de 43 397 000 $ et une part relative de 8,1 %, le ministère des Travaux publics et approvisionnement occupe le deuxième rang en 1983-84; rang qu'il occupe d'ailleurs depuis 1976-77.

Le ministère des Loisirs, Chasse et Pêche et le ministère de l'Énergie et des Ressources, avec des parts relatives respectives de 6,4 % et 4,2 %, sont les seuls autres ministères à posséder une part relative supérieure à 2,0 % en 1983-84.

1.5 La dette publique

En 1983-84, la dette publique du gouvernement du Québec augmente de 2 234 481 000 $ comparativement à 351 051 000 $ en 1974-75. Les emprunts effectués totalisent 2 796 988 000 $ comparativement à 606 432 000 $ en 1974-75, les remboursements d'emprunts s'établissent à 511 778 000 $ contre 230 221 000 $ en 1974-75 et les contributions au fonds d'amortissement sont de 50 729 000 $ comparativement à 25 028 000 $ en 1974-75.

Par ailleurs, les nouveaux emprunts à long terme se chiffrent à 2 636 988 000 $ en 1983-84 comparativement à 544 284 000 $ en 1974-75. Les obligations en dollars canadiens représentent 43,8 % de l'ensemble des emprunts à long terme en 1983-84 et les obligations d'épargne 27,7 %.

2. FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC AU COURS DE L'EXERCICE FINANCIER 1983-84

Les opérations budgétaires, les opérations non budgétaires et les remboursements d'emprunts sont les trois types d'opération qui doivent financer le gouvernement.

Pour l'exercice financier 1983-84, les opérations budgétaires accusent un déficit de 3 112 545 000 $ comparativement à 3 049 030 000 $ pour l'exercice financier 1982-83.

Les opérations non budgétaires se soldent par un surplus de 891 764 000 $, soit 79 111 000 $ de plus qu'en 1982-83. Ces opérations se composent principalement des comptes des régimes de retraite qui apportent un surplus de 1 056 732 000 $ en 1983-84. Les placements occasionnent un déboursé de 150 562 000 $, destiné principalement aux entreprises du gouvernement du Québec, et les autres comptes entraînent un déboursé de 14 406 000 $.

Enfin, les remboursements d'emprunts, incluant les contributions au fonds d'amortissement, se chiffrent à 562 507 000 $ comparativement à 449 975 000 $ pour l'exercice financier 1982-83. La majorité de ces remboursements d'emprunts est attribuable aux remboursements d'obligations qui représentent 90,6 % du total.

Pour l'exercice financier 1983-84, le déficit total de ces trois opérations s'élève donc à 2 783 288 000 $, auquel il faut ajouter la hausse de 13 700 000 $ de l'encaisse. Les nouveaux emprunts totalisant 2 796 988 000 $ servent à financer ces besoins.

Les émissions d'obligations à long terme en monnaie canadienne composent principalement ces nouveaux emprunts avec une valeur de 1 891 430 000 $. Les émissions d'obligations en monnaies étrangères se

chiffrent à 745 558 000 $ dont 75,8 % sont en monnaie américaine et 24,2 % en monnaie européenne. L'augmentation du solde des bons du trésor est de 160 000 000 $.

Finalement, la dette à long terme du gouvernement du Québec, au 31 mars 1984, atteint 18 409 572 000 $, soit 13,8 % de plus qu'en 1982-83. Les émissions d'obligations en monnaie canadienne s'élèvent à 9 819 497 000 $, celles en monnaie américaine à 1 879 880 000 $ et celles en d'autres monnaies à 1 468 222 000 $. Par contre, le fonds d'amortissement se chiffre à 167 289 000 $. Enfin, le solde des bons du trésor est de 1 485 000 000 $ et les autres emprunts totalisent 3 924 262 000 $ dont 1 934 967 000 $ en obligations d'épargne du Québec.

TABLEAUX STATISTIQUES DE LA PARTIE II

Tableau 2.1
Revenus bruts, dépenses brutes et dette à long terme du gouvernement du Québec, par exercice financier, Québec, 1974-75 à 1983-84

Exercice financier[1]	Dollars courants			Dollars constants de 1971[2]		
	Revenus bruts	Dépenses brutes	Dette à long terme[3]	Revenus bruts	Dépenses brutes	Dette à long terme
			'000 $			
1974-75	6 921 507	7 208 610	3 914 044	5 548 924	5 570 796	3 024 764
1975-76	7 917 716	8 791 122	4 864 268	5 445 472	6 046 164	3 345 439
1976-77	9 217 265	10 208 430	5 961 964	5 807 900	6 432 533	3 756 751
1977-78	11 168 275	12 052 406	6 764 641	6 437 046	6 946 632	3 898 923
1978-79	11 923 545	13 398 032	7 979 985	6 328 845	7 111 482	4 235 661
1979-80	13 306 670	15 123 200	8 987 945	6 447 030	7 327 132	4 354 624
1980-81	14 681 392	17 558 746	11 504 654	6 383 214	7 634 237	5 002 023
1981-82	17 471 574	20 359 807	12 826 169	6 714 671	7 824 676	4 929 350
1982-83	19 210 266	22 259 296	14 850 091	6 699 140	7 761 261	5 177 856
1983-84	21 410 969	24 523 514	16 924 572	7 061 665	8 088 230	5 581 983

Les notes explicatives sont à l'Annexe II.

Sources: Ministère des Finances. Gouvernement du Québec, Comptes publics.
Bureau de la statistique du Québec. Statistiques financières du gouvernement du Québec, 1982-83.

Tableau 2.2
Finances du gouvernement du Québec par rapport aux principaux indicateurs économiques, Québec, 1974-75[a] à 1983-84

Description	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84
1. Revenus bruts du gouvernement du Québec ('000 $)	6 921 507	7 917 716	9 217 265	11 168 275	11 923 545	13 906 670	14 681 392	17 471 574	19 210 266	21 410 969
2. Revenu personnel au Québec ('000 $)	28 980 000	33 801 000	39 318 000	43 382 000	48 204 000	53 726 000	61 213 000	71 383 000	77 761 000	81 681 000
3. Revenus bruts du gouvernement du Québec en pourcentage du revenu personnel (%)	23,9	23,4	23,4	25,7	24,7	24,9	24,0	24,5	24,7	26,2
4. Dépenses brutes du gouvernement du Québec ('000 $)	7 208 610	8 791 122	10 208 490	12 052 406	13 398 032	15 123 200	17 558 746	20 359 807	22 259 296	24 523 514
5. P.I.B. du Québec (au prix du marché) ('000 $)	35 425 000	39 715 000	46 671 000	50 575 000	56 553 000	62 977 000	70 312 000	80 015 000	84 009 000	90 432 000
6. Dépenses brutes du gouvernement du Québec en pourcentage du P.I.B. (%)	20,3	22,1	21,9	23,8	23,7	24,0	25,0	25,4	26,5	27,1
7. Traitements et salaires payés par le gouvernement du Québec ('000 $)	887 803	961 320	1 122 283	1 266 443	1 309 480	1 561 362	1 805 777	2 029 754	2 186 910	2 266 767
8. Salaires, traitements et revenus complémentaires au Québec ('000 $)	20 258 000	23 491 000	27 587 000	30 069 000	33 068 000	36 784 000	41 762 000	47 995 000	50 091 000	52 282 000
9. Traitements et salaires payés par le gouvernement du Québec en pourcentage des salaires, traitements et revenus complémentaires au Québec (%)	4,2	4,1	4,1	4,2	4,0	4,2	4,3	4,2	4,4	4,3
10. Dette à long terme du gouvernement du Québec ('000 $)	3 914 044	4 864 268	5 961 964	6 764 681	7 979 985	8 987 945	11 508 654	12 826 169	14 850 091	16 924 572
11. Dette à long terme en pourcentage des revenus bruts du gouvernement du Québec[c] (%)	42,4	52,8	53,4	56,7	60,0	61,1	65,9	66,8	69,4	75,3

Les notes explicatives sont à l'Annexe II.

Sources: Ministère des Finances. Gouvernement du Québec, Comptes publics.
Ministère des Finances. Discours sur le budget: budget 1984-85.
Bureau de la statistique du Québec. Comptes économiques des revenus et dépenses: Québec 1961-1983.

Tableau 2.3

Dépenses brutes du gouvernement du Québec, par ministère et par exercice financier[6], Québec, 1974-75 à 1983-84

Ministère	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84
					'000 $					
Affaires culturelles	29 534	38 176	43 911	56 951	68 977	76 511	93 747	108 220	122 588	135 169
Affaires intergouvernementales	13 283	16 715	21 708	30 150	36 648	42 312	46 991	44 776	46 514	49 246
Affaires municipales	169 814	252 202	207 872	210 629	268 296	360 272	346 773	410 724	421 909	451 946
Affaires sociales	2 442 045	2 969 520	3 475 877	3 810 538	4 301 825	4 748 394	4 096 468	4 544 241	5 198 227	5 438 346
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	168 550	194 430	198 615	220 088	245 310	293 873	347 057	373 932	422 022	407 978
Assemblée nationale	16 412	19 589	22 141	26 087	31 219	33 936	36 530	41 859	56 082	61 890
Commerce extérieur	-	-	-	-	-	-	-	2 129	10 504	13 499
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	-	-	-	-	-	-	-	558 172	608 366	659 020
Communautés culturelles et Immigration	5 415	8 647	10 148	11 358	13 620	18 498	26 808	32 015	42 561	42 357
Communications	46 120	55 127	64 011	80 823	95 701	111 183	123 102	139 471	154 720	171 905
Conseil du trésor	1 152	1 772	2 443	3 104	3 997	5 686	5 802	7 299	9 279	8 172
Conseil exécutif	72 682	58 909	67 397	86 661	85 604	96 538	277 946	140 302	116 281	146 317
Éducation	1 992 109	2 417 721	3 037 343	3 527 553	3 709 453	3 931 995	5 068 752	5 950 359	6 101 399	6 589 002
Énergie et Ressources	108 525	129 088	133 989	148 000	179 832	180 877	205 068	254 565	249 345	282 176
Environnement	-	-	-	19 587	27 136	58 589	83 014	89 817	111 379	123 500
Finances	334 096	424 902	525 767	633 050	774 207	909 260	1 252 643	1 713 852	1 990 682	2 370 701
Fonction publique	109 445	146 118	176 439	98 006	117 838	459 792	527 141	133 210	146 041	160 546
Habitation et Protection du consommateur	-	-	-	-	-	-	-	202 072	262 596	296 986
Industrie, Commerce et Tourisme	48 228	71 424	90 057	105 777	121 673	121 916	143 904	142 242	155 509	295 948
Institutions financières et Coopératives	8 024	10 187	11 454	14 938	18 667	21 637	16 777	16 889	-	-
Justice	215 587	259 011	320 704	321 412	360 506	414 908	478 471	560 705	601 597	627 792
Loisirs, Chasse et Pêche	65 895	110 207	91 816	115 647	145 455	179 241	190 841	191 619	206 281	221 643
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	37 376	44 659	59 156	61 735	70 491	107 470	1 385 003	1 674 881	2 017 754	2 430 425
Régie de l'assurance-maladie du Québec	-	-	-	705 176	780 196	932 562	1 083 718	1 173 436	1 162 620	1 356 593
Revenu	356 349	412 442	452 796	481 170	566 543	473 705	189 793	200 789	221 594	247 986
Science et technologie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	9 856
Transports	848 131	992 537	1 057 734	1 060 529	1 137 300	1 261 331	1 275 444	1 360 945	1 488 645	1 585 430
Travail	-	-	-	-	-	-	-	12 057	37 245	40 119
Travaux publics et approvisionnements	105 031	138 250	138 453	181 936	215 381	251 298	261 561	279 209	301 617	298 767
Montant porté à la provision pour créances irrécouvrables	14 803	24 091	40 599	41 501	22 081	31 516	-	-	-	-
Total	7 208 610	8 791 122	10 208 430	12 052 406	13 398 032	15 123 200	17 558 746	20 352 807	22 259 296	24 523 514

Les notes explicatives sont à l'Annexe II.

Source: Ministère des Finances. Gouvernement du Québec, Comptes publics.

Tableau 2.4
Part relative des ministères dans les dépenses brutes du gouvernement du Québec, par exercice financier, Québec, 1974-75 à 1983-84

Ministère	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84
						%				
Affaires culturelles	0,8	0,8	0,8	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Affaires intergouvernementales	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2
Affaires municipales	2,8	2,9	2,0	1,7	2,0	2,4	2,0	2,0	1,9	1,8
Affaires sociales	33,9	33,8	34,0	31,6	32,1	31,8	23,3	22,3	23,4	22,2
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	2,3	2,3	2,0	1,8	1,8	1,9	2,0	1,8	1,9	1,7
Assemblée nationale	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Commerce extérieur	-	-	-	-	-	-	-	--	--	0,1
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	-	-	-	-	-	-	-	2,7	2,7	2,7
Communautés culturelles et Immigration	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2
Communications	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Conseil du trésor	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--
Conseil exécutif	1,0	0,6	0,5	0,7	0,7	0,7	1,6	0,7	0,6	0,6
Éducation	27,6	27,5	29,8	29,3	27,7	26,0	28,8	29,2	27,5	26,9
Énergie et Ressources	1,6	1,4	1,4	1,2	1,4	1,2	1,2	1,3	1,1	1,1
Environnement	-	-	-	0,2	0,2	0,4	0,5	0,4	0,5	0,5
Finances	4,6	4,8	5,1	5,3	5,8	6,0	7,1	8,4	8,8	9,7
Fonction publique	1,5	1,7	1,7	0,8	0,9	3,1	3,0	0,7	0,7	0,7
Habitation et Protection du consommateur	-	-	-	-	-	-	-	1,0	1,1	1,2
Industrie, Commerce et Tourisme	0,7	0,8	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,7	0,7	1,2
Institutions financières et Coopératives	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-
Justice	3,0	2,9	3,1	2,7	2,7	2,7	2,7	2,8	2,7	2,6
Loisirs, Chasse et Pêche	0,9	1,3	0,9	1,0	1,1	1,2	1,1	0,9	0,9	0,9
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	0,5	0,5	0,6	0,5	0,5	0,7	7,9	8,2	9,2	9,9
Régie de l'assurance-maladie du Québec	-	-	-	5,8	5,8	6,2	6,2	5,8	5,2	5,5
Revenu	4,9	4,8	4,4	4,0	4,2	3,1	1,1	1,0	1,0	1,0
Science et technologie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	--
Transports	11,8	11,3	10,2	8,8	8,5	8,4	7,3	6,7	6,7	6,5
Travail	-	-	-	-	-	-	-	0,1	0,1	0,2
Travaux publics et approvisionnements	1,5	1,6	1,4	1,5	1,6	1,7	1,5	1,4	1,4	1,2
Montant porté à la provision pour créances irrécouvrables	0,2	0,1	0,4	0,3	0,2	0,2	-	-	-	-
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Les notes explicatives sont à l'Annexe II.

Source: Ministère des Finances, Gouvernement du Québec, Comptes publics.

Tableau 2.5
Dépenses en immobilisations du gouvernement du Québec, par ministère et par exercice financier[7], Québec, 1974-75 à 1983-84

Ministère	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84
					'000 $					
Affaires culturelles	2 168	5 527	2 802	5 275	7 904	3 753	2 771	2 440	3 533	2 891
Affaires intergouvernementales	95	126	110	104	117	180	110	155	196	574
Affaires municipales	384	609	340	110	168	285	839	75	179	276
Affaires sociales	2 747	2 418	532	973	398	554	828	683	194	592
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	2 331	4 062	3 659	5 560	4 899	5 378	4 009	3 124	4 373	8 458
Assemblée nationale	70	124	69	135	495	392	918	257	264	500
Commerce extérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	99	87
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	-	-	-	-	-	-	-	-	17	51
Communautés culturelles et Immigration	33	84	91	55	134	96	58	97	233	352
Communications	2 962	1 782	756	2 816	759	1 810	962	1 271	2 109	3 049
Conseil du trésor	9	7	-	9	17	71	43	81	56	123
Conseil exécutif	46 261	155	114	165	450	671	1 247	679	625	357
Éducation	303	309	236	4 901	377	942	950	1 700	1 037	1 217
Énergie et Ressources	22 524	31 032	18 989	27 713	40 753	33 208	20 443	22 270	26 056	22 514
Environnement	-	-	-	404	656	685	2 465	1 842	3 728	6 415
Finances	178	139	106	88	149	139	66	113	98	500
Fonction publique	157	88	77	56	50	190	96	84	71	101
Habitation et Protection du consommateur	-	-	-	-	-	-	-	16	287	389
Industrie, Commerce et Tourisme	914	6 872	5 497	6 496	3 563	4 389	2 338	793	625	872
Institutions financières et Coopératives	70	82	43	52	77	139	72	35	30	-
Justice	3 633	4 676	4 056	5 642	6 698	7 410	5 852	7 835	7 586	6 617
Loisirs, Chasse et Pêche	10 980	49 461	19 679	28 722	17 862	21 964	18 663	14 150	24 696	34 258
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	149	157	78	136	151	202	154	217	1 978	1 684
Régie de l'assurance-maladie du Québec	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Revenu	173	275	190	1 091	245	420	474	883	741	904
Science et technologie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	33
Transports	496 240	603 547	509 250	462 503	451 883	467 575	446 880	450 316	390 087	402 693
Travail	-	-	-	-	-	-	-	-	38	141
Travaux publics et approvisionnements	28 768	38 116	23 251	37 203	52 860	57 234	51 708	60 384	66 704	43 397
Total	620 029	747 448	589 925	587 809	585 875	606 787	561 542	569 458	535 566	539 000

Les notes explicatives sont à l'Annexe II.

Source: Ministère des Finances. Gouvernement du Québec, Comptes publics.

Tableau 2.6
Opérations de la dette du gouvernement du Québec, par exercice financier, Québec, 1974-75 à 1983-84

	1974-75	1975-76	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84
					'000 $					
Emprunts effectués[8]										
Bons du trésor[9]	62 148	207 250	312 200	-	-	135 000	255 000	620 000	315 000	160 000
Obligations	410 707	791 780	1 008 801	713 536	1 163 009	1 154 337	1 775 609	1 839 821	1 671 980	1 830 429
Obligations d'épargne	75 075	347 216	316 527	-	167 843	114 135	971 021	231 074	680 564	729 907
Régime de pensions	7 903	8 021	7 653	7 509	7 324	7 064	6 453	6 316	5 321	5 332
Autres	50 599	59 247	21 635	321 319	235 571	238 386	344 790	254 401	116 032	71 320
Dettes assumées	-	-	-	-	1 747	-	-	-	-	-
Somme partielle	606 432	1 413 514	1 666 816	1 042 364	1 575 494	1 648 922	3 352 864	2 951 612	2 788 897[10]	2 796 988
Remboursements d'emprunts										
Bons du trésor	20 300	231 588	312 398	-	-	-	-	-	-	-
Obligations	85 877	131 522	114 011	103 601	153 588	234 495	165 753	413 912	222 038	218 412
Obligations d'épargne	112 369	79 794	171 183	46 967	145 281	207 977	273 232	536 922	163 418	288 001
Autres	7 303	7 504	25 660	34 912	15 312	16 964	83 406	2 042	3 448	2 363
Dettes assumées	4 372	4 122	4 637	7 290	4 807	3 518	4 316	4 130	3 510	3 002
Somme partielle	230 221	454 530	627 893	192 770	318 988	462 954	526 707	957 006	392 414	511 778
Contributions au fonds d'amortissement	25 028	28 389	32 741	46 917	41 206	43 008	54 448	53 091	57 561	50 729
Autres opérations										
Ajustements des dettes assumées	(132)	(176)	-	-	-	-	-	-	-	-
Rajustement de la dette nette	-	(4 348)	-	-	-	-	-	-	-	-
Prime de change sur les obligations annulées	-	(198)	-	-	-	-	-	-	-	-
Augmentation de la dette publique	351 051	925 884	1 006 182	802 677	1 215 344	1 142 960	2 771 709	1 941 515	2 338 922	2 234 481

Les notes explicatives sont à l'Annexe II.

Source: Ministère des Finances. Gouvernement du Québec, Comptes publics.

Tableau 2.7
Emprunts à long terme du gouvernement du Québec, par exercice financier, Québec, 1974-75 à 1983-84

	Emprunts en dollars canadiens					Emprunts en dollars des Etats-Unis[1]	Emprunts en autres monnaies[1]	Total	Changements annuels	Indice
	Obligations	Obligations d'épargne	Régime de pensions du Canada	Autres emprunts	Dettes assumées					
	'000 $								%	1974-75=100
1974-75	255 000	75 075	7 903	50 595	-	155 707	-	544 280	(11,9)	100,0
1975-76	547 000	347 216	8 021	59 247	-	244 780	-	1 026 264	121,6	188,5
1976-77	750 000	316 527	7 653	21 635	-	195 590	63 211	1 354 616	12,3	248,9
1977-78	580 000	-	7 509	6 679	-	381 372	66 804	1 042 364	(23,0)	191,5
1978-79	935 000	167 843	7 324	1 619	1 747	233 953	228 009	1 575 494	51,1	289,5
1979-80	976 800	114 135	7 064	68 489	-	169 897	177 537	1 513 922	(3,9)	278,1
1980-81	1 775 600	971 021	6 453	-	-	344 790	-	3 097 864	104,6	569,2
1981-82	1 175 600	231 074	6 316	-	-	445 737	472 885	2 331 612	(24,7)	428,4
1982-83	1 100 000	680 564	5 321	33 404	-	245 561	301 964	2 446 814	4,9	449,5
1983-84	1 155 000	729 907	5 332	1 191	-	565 272	180 286	2 636 988	7,8	484,5

Les notes explicatives sont à l'Annexe II.

Source: Ministère des Finances. Gouvernement du Québec, Comptes publics.

Tableau 2.8
Financement du gouvernement du Québec, par exercice financier, Québec, 1982-83 et 1983-84

	1982-83	1983-84
	'000 $	
Besoins financiers bruts		
Opérations budgétaires		
Revenus	19 210 266	21 410 969
Dépenses	22 259 296	24 523 514
Surplus ou déficit des opérations budgétaires	(3 049 030)	(3 112 545)
Opérations non budgétaires		
Placements:		
Entreprises du gouvernement du Québec	(96 282)	(138 071)
Municipalités et organismes municipaux	1 583	1 589
Particuliers et autres	(40 308)	(14 080)
Surplus ou déficit des placements	(135 007)	(150 562)
Régimes de retraite		
Contributions des participants et contributions de certains organismes	193 737	183 036
Contributions du gouvernement à titre d'employeur	1 166 698	1 232 881
Pensions et autres paiements	(309 288)	(359 185)
Surplus ou déficit des régimes de retraite	1 051 147	1 056 732
Autres comptes		
Comptes de l'actif (variation par rapport à l'exercice financier précédent)		
Espèces et effets en main	4 207	(21 175)
Comptes à recevoir	(292 078)	(197 051)
Intérêts courus	(276)	4 219
Comptes du passif (variation par rapport à l'exercice financier précédent)		
Chèques en circulation		
Avances des fonds en fidéicommis	134 030	(108 178)
Comptes d'accord de perception fiscale	4 912	2 803
Comptes à payer	3 970	(5 995)
Intérêts courus	(151 821)	221 457
	193 599	89 514
Surplus ou déficit des autres comptes	103 457)	(14 406)
Surplus ou déficit des opérations non budgétaires	812 653	891 764
Remboursements d'emprunts		
Obligations	(388 966)	(509 415)
Autres emprunts	(3 448)	(2 363)
Dettes assumées	-	-
Contributions aux fonds d'amortissement	(57 561)	(50 729)
Total des remboursements d'emprunts	(449 975)	(562 507)
Total	(2 686 352)	(2 783 288)
Financement		
Variation de l'encaisse	(75 462)	(13 700)
Nouveaux emprunts	2 761 814	2 796 988
Total	2 686 352	2 783 288

Les notes explicatives sont à l'Annexe II.

Source: Ministère des finances. Gouvernement du Québec, Comptes publics.

Tableau 2.9
Les émissions d'obligations du gouvernement du Québec, selon la monnaie, par trimestre et par exercice financier, Québec, 1982-83 et 1983-84

	1982-83					1983-84				
	Trimestre terminé en				Total	Trimestre terminé en				Total
	Juin	Sept.	Déc.	Mars		Juin	Sept.	Déc.	Mars	
	'000 $									
Monnaie canadienne										
Gouvernement du Canada										
Valeur totale	2 454	1 397	980	490	5 321	2 315	1 344	924	749	5 332
Coût réel [12]	15,11	15,79	13,35	12,15	14,69	11,49	11,60	11,86	12,13	11,71
Pourcentage de l'émission totale	0,3	0,3	0,1	0,2	0,2	0,2	0,6	0,2	0,2	0,2
Caisse de dépôt et placement du Québec										
Valeur totale	-	275 000	375 000	175 000	825 000	200 000	-	300 000	75 000	575 000
Coût réel	-	16,31	13,46	11,78	14,05	11,39	-	11,74	13,30	11,82
Pourcentage de l'émission totale	-	50,2	43,6	62,3	33,5	15,5	-	49,6	14,6	21,8
Autres										
Valeur totale	772 189	53 565	177 565	2 248	1 005 567	858 514	224 610	-	227 974	1 311 098
Coût réel	15,80	16,09	13,19	15,87	15,37	9,90	11,71	-	12,82	10,72
Pourcentage de l'émission totale	99,7	9,8	20,7	0,8	40,8	66,7	96,8	-	44,5	49,7
Total monnaie canadienne										
Valeur totale	774 643	329 962	553 545	177 738	1 835 888	1 060 829	225 954	300 924	303 723	1 891 430
Coût réel	15,79	16,27	13,31	11,83	14,78	10,19	11,71	11,74	12,94	11,06
Pourcentage de l'émission totale	100,0	60,2	64,4	63,2	74,5	82,4	97,3	49,8	59,3	71,7
Autres monnaies										
Monnaies américaines										
Valeur totale	-	-	245 561	-	245 561	125 455	6 168	246 486	187 163	565 272
Coût réel	-	-	13,02	-	13,02	10,35	12,40	12,60	11,90	11,87
Pourcentage de l'émission totale	-	-	28,6	-	10,0	9,7	2,7	40,8	36,4	21,4
Monnaies européennes										
Valeur totale	-	119 749	60 761	103 360	283 870	101 120	-	57 102	22 064	180 286
Coût réel	-	14,47	5,67	9,78	10,88	7,36	-	5,63	12,25	3,32
Pourcentage de l'émission totale	-	21,9	7,1	36,8	11,5	7,9	-	9,4	4,3	6,8
Monnaies asiatiques										
Valeur totale	-	98 095	-	-	98 095	-	-	-	-	-
Coût réel	-	8,70	-	-	8,70	-	-	-	-	-
Pourcentage de l'émission totale	-	17,9	-	-	4,0	-	-	-	-	-
Total, autres monnaies										
Valeur totale	-	217 844	306 322	103 360	627 526	226 575	6 168	303 588	209 227	745 558
Coût réel	-	11,87	11,56	9,78	11,38	9,02	12,40	11,29	11,94	10,79
Pourcentage de l'émission totale	-	39,8	55,6	36,8	25,5	17,6	2,7	50,2	40,7	28,3
Total général										
Valeur totale	774 643	547 806	859 867	281 098	2 463 414	1 287 404	232 122	604 512	512 950	2 636 988
Coût réel	15,79	14,52	12,75	11,08	13,91	9,98	11,73	11,51	12,53	10,98

Les notes explicatives sont à l'Annexe II.

Source: Ministère des Finances. Enquête mensuelle sur la dette.

Tableau 2.10
Dette[a] du gouvernement du Québec, au 31 mars, Québec, 1983 et 1984

	1982-83		1983-84		Variation	
	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
Obligations						
En dollars canadiens	9 872 778	54,9	9 819 497	53,3	946 719	10,6
En dollars des Etats-Unis	1 405 067	8,7	1 879 880	10,2	474 813	33,8
Autres monnaies	1 298 754	8,0	1 468 222	8,0	169 468	13,0
Somme partielle	11 576 599	71,6	13 167 599	71,5	1 591 000	13,7
Moins						
Fonds d'amortissement	138 784	0,9	167 289	0,9	28 505	20,5
Somme partielle	11 437 815	70,7	13 000 310	70,6	1 562 495	13,6
Autres emprunts obligataires						
Obligations d'épargne du Québec	1 493 061	9,2	1 934 967	10,5	441 906	29,6
Régime de pensions du Canada	99 142	0,6	104 474	0,6	5 332	5,4
Aide à la croissance de l'emploi	222 916	1,4	222 916	1,2	-	-
Somme partielle	1 815 119	11,2	2 262 357	12,3	447 238	24,6
Autres emprunts moins fonds d'amortissement	1 597 157	9,9	1 661 905	9,0	64 748	4,0
Bons du trésor	1 325 000	8,2	1 485 000	8,1	160 000	12,1
Total	16 175 091	100,0	18 409 572	100,0	2 234 481	13,8

Les notes explicatives sont à l'Annexe II.

Source: Ministère des Finances, Gouvernement du Québec, Comptes publics.

Tableau 2.11
Dette[8] obligataire du gouvernement du Québec, au 31 mars 1984, selon l'année d'échéance, le taux d'intérêt pondéré[13] et le type de monnaie

Année d'échéance	Monnaie canadienne		Monnaie étrangère		Total	
	Taux moyen		Taux moyen		Taux moyen	
	%	'000 $	%	'000 $	%	'000 $
1984	14,17	687 513	8,04	93 107	13,44	780 620
1985	12,55	389 299	6,83	51 286	11,88	440 585
1986	13,12	774 906	11,31	152 225	12,82	927 131
1987	14,37	518 323	9,26	284 996	12,56	803 319
1988	12,69	722 393	7,45	117 728	11,96	840 121
1989	13,32	433 522	12,28	477 805	12,77	911 127
1990	10,30	189 371	9,96	370 787	10,07	560 158
1991	10,16	335 263	8,20	216 131	9,39	551 394
1992	10,56	558 050	8,26	252 174	9,84	810 224
1993	10,85	1 602 701	9,59	259 767	10,67	1 862 468
1994	10,75	532 977	11,61	205 135	10,99	738 112
1995	10,64	1 190 968	9,27	125 582	10,51	1 316 550
1996	10,73	750 805	8,12	5 902	10,71	756 707
1997	10,51	976 385	8,87	136 940	10,31	1 113 325
1998	9,80	298 303	-	-	9,80	298 303
1999	10,52	361 125	7,87	34 175	10,29	395 300
2000	10,21	189 562	9,87	89 745	10,10	279 307
2001	10,12	340 864	9,50	85 396	10,00	426 260
2002	10,43	496 736	-	-	10,43	496 736
2003	11,93	376 822	7,99	106 930	11,04	483 752
2004	11,20	200 000	9,20	125 861	10,43	325 861
2013	-	-	13,00	123 243	13,00	123 243
2020	-	-	12,25	22 064	12,25	22 064
Total	11,45	11 925 688	9,86	3 336 979	11,10	15 262 667

Les notes explicatives sont à l'Annexe II.

Source: Ministère des Finances. Gouvernement du Québec, Comptes publics.

ANNEXE I

NOTES MÉTHODOLOGIQUES SE RAPPORTANT A LA PARTIE I

ANNEXE I - NOTES MÉTHODOLOGIQUES SE RAPPORTANT A LA PARTIE I

La première partie de cette publication présente les données du gouvernement du Québec sur la base du système statistique de gestion des finances publiques de Statistique Canada, et de façon très agrégée, sur la base des comptes nationaux.

Cette année, des changements importants modifient la présentation des données. Ces modifications découlent de la mise à jour de l'univers du secteur public québécois et de l'étude effectuée sur les régimes de retraite du gouvernement du Québec par le Service des finances du Bureau de la statistique du Québec.

La mise à jour de l'univers apporte une modification majeure. En effet, à l'intérieur de l'administration provinciale, nous avons séparé le sous-secteur des institutions publiques d'éducation, de santé et de services sociaux. Ce sous-secteur forme avec le gouvernement du Québec l'administration publique provinciale.

La couverture de la présente publication demeure la même que celle des publications précédentes. Cependant, elle couvre dorénavant en entier le sous-secteur gouvernement du Québec alors qu'auparavant elle couvrait en partie l'administration provinciale. En effet, les revenus propres, de même que les dépenses associées à ces revenus, des cégeps, de l'Université du Québec et des établissements publics de santé et de services sociaux n'étaient pas inclus.

Cette modification entraîne un changement important dans le traitement des données sur la base des comptes nationaux. En effet, les transferts aux cégeps, à l'Université du Québec et aux établissements publics de santé et de services sociaux étaient auparavant inclus à l'intérieur des dépenses de biens et services alors que les transferts pour le service de la dette étaient inclus à l'intérieur des transferts aux particuliers.

Dorénavant, ces montants figureront sous la rubrique "Transferts aux institutions publiques d'éducation, de santé et de services sociaux".

De même, les transferts aux commissions scolaires apparaîtront parmi les transferts aux institutions publiques plutôt qu'à l'intérieur des transferts aux administrations locales.

Pour la gestion financière, les transferts pour le service de la dette des établissements publics de santé et de services sociaux, des cégeps et de l'Université du Québec qui étaient inclus à la fonction "service de la dette", apparaîtront maintenant aux fonctions concernées.

La continuité de la série chronologique présentée sera donc affectée par ces modifications.

Par ailleurs, le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) était auparavant classé comme étant un régime en fiducie alors qu'il sera maintenant considéré comme une fiducie partielle[1].

Du côté revenu, les cotisations des employés et les contributions de certains organismes qui sont versées à la Caisse de dépôt et placement du Québec continueront d'être exclues du gouvernement provincial, alors que celles versées au fonds consolidé du revenu seront dorénavant incluses. Ce montant est cependant minime (moins de 1 million de dollars actuellement).

Du côté dépense, les contributions du gouvernement à titre d'employeur sont maintenant exclues des dépenses (de la même façon que les autres régimes de retraite) alors que nous incluons les pensions et autres paiements versés qui sont à la charge du gouvernement du Québec. La partie

---

1 Voir "Les régimes de retraite du gouvernement du Québec selon le système de gestion financière", Service des finances, 24 avril 1985.

des pensions payées à même les sommes perçues des employés et de certains organismes confiées à la Caisse de dépôt continuera d'être exclue.

Cette façon de procéder à pour effet de réduire les dépenses du gouvernement de plusieurs centaines de millions de dollars, soit près de 600 millions de dollars en 1983-84.

1. LES SÉRIES CHRONOLOGIQUES

Les séries chronologiques sont présentées à titre d'indication seulement. La méthode de production actuelle ne permet pas de réviser en détail les données des années antérieures lorsqu'il y a des changements, tel que des changements de structure d'univers, de codification de données, de méthodologie ou tout autre changement. Des ruptures peuvent donc se produire dans la suite historique de ces séries (tels les changements relatifs à la structure de l'univers) affectant la composition des données. Les chiffres globaux sont cependant plus comparables.

Cependant, les données relatives au RREGOP ont pu être révisées à partir du début pour être conformes à la définition utilisée en 1983-84.

2. L'UNIVERS STATISTIQUE UTILISÉ

L'univers statistique utilisé est défini dans la publication portant sur l'univers du secteur public québécois[1], dont l'organigramme présenté à l'avant-propos résume les grandes lignes. Notre publication porte sur la section "gouvernement du Québec" qui regroupe les ministères et les fonds spéciaux.

2.1 Les ministères

Les ministères constituent la principale forme organisationnelle de l'administration publique et leur direction est assurée directement par les élus (ministres). Avec les fonds spéciaux, sauf exception, ils représentent l'ensemble des pouvoirs exercés directement par le gouvernement du Québec.

Nous incluons dans cette catégorie les caisses de retraite des fonctionnaires et assimilés, dont les réserves sont gérées par le gouvernement du Québec. Ceci englobe les régimes de retraite des fonctionnaires, des enseignants, des membres de l'Assemblée nationale, des juges et des membres de la SÛreté du Québec.

En ce qui concerne le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics[2] (RREGOP), il s'agit d'une fiducie partielle et, de la sorte, nous lui accordons un traitement particulier. Lorsqu'il s'agit de caisses de retraite gérées par le gouvernement du Québec, les cotisations des employés et les contributions des employeurs, sauf le gouvernement du Québec, figurent aux revenus alors que les pensions vont aux dépenses. Pour ce qui est du RREGOP, seules les contri-

---

1 "Univers du secteur public québécois", Service des finances, Bureau de la statistique du Québec, juin 1985.

2 Institué en 1973 en vertu de la Loi sur les régimes de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c.R-10)

butions de certains organismes - contributions versées au fonds consolidé du revenu en vertu de l'article 129 de la loi- vont aux revenus et seule la partie des pensions à la charge du gouvernement du Québec va aux dépenses. En effet, les cotisations des employés et les contributions de certains organismes - contributions versées à la Caisse de dépôt et placement du Québec en vertu de l'article 127 de la loi- sont capitalisées dans un fonds séparé qui est administré en fiducie par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA). Ces cotisations et contributions ne figurent pas aux revenus. Il en est de même pour la partie des pensions à la charge des participants dont les fonds sont placés à la Caisse de dépôt et placement du Québec qui ne figure pas aux dépenses. De façon à bien identifier les différents ministères, la liste des ministères de 1983-84 est présentée à la page suivante.

2.2 Les fonds spéciaux

Les fonds spéciaux sont des unités organisationnelles (organismes) appartenant au gouvernement et ayant, en général, une administration et une comptabilité séparées de celles des ministères. Ils constituent souvent les prolongements spécialisés des ministères.

Les principales caractéristiques des fonds spéciaux sont:

1) le contrôle, la surveillance, la coordination, l'aide au développement économique et social, l'assistance publique ou autres fonctions réglementaires et administratives;

2) la distribution de biens et services publics gratuits ou à des prix n'ayant pas de liens directs avec leurs coûts de production;

3) la motivation non commerciale, les profits ne constituant pas l'objectif principal;

LISTE DES MINISTÈRES

Affaires culturelles
Affaires intergouvernementales
Affaires municipales
Affaires sociales
Agriculture, Pêcheries et Alimentation

Assemblée Nationale
Commerce extérieur
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
Communauté culturelle et Immigration
Communications

Conseil du trésor
Conseil exécutif
Éducation
Énergie et Ressources
Environnement

Finances
Fonction publique
Habitation et Protection du consommateur
Industrie, Commerce et Tourisme
Justice

Loisirs, Chasse et Pêche
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu
Revenu
Sciences et Technologie
Transports

Travail
Travaux publics et Approvisionnement

4) le financement par les deniers publics, soit une contribution générale et obligatoire de la population ou d'une partie de celle-ci pour le service offert et l'absence de lien direct entre les paiements et l'utilisation des services;

5) le recrutement du personnel par l'intermédiaire de la fonction publique.

Dans la catégorie des fonds spéciaux, on retrouve les organismes dont la fonction principale est de fournir des biens et services à la population ainsi qu'à l'administration publique. Certains fonds spéciaux ont toutes les caractéristiques sus-mentionnées tandis que d'autres n'en ont qu'une partie. Les principaux critères de leur classification sont la motivation de l'activité principale, le caractère public des biens ou des services offerts, les prix non reliés directement aux coûts de production et leur source de financement.

Il faut remarquer que selon la classification du FMI, les systèmes de sécurité sociale constituent un sous-secteur des administrations publiques. Ce sous-secteur comprend les régimes imposés, contrôlés ou financés par les pouvoirs publics en vue de fournir des prestations à la collectivité ou à des groupes importants de celle-ci. Les systèmes de sécurité sociale peuvent avoir plusieurs fonctions et fournir des avantages couvrant le troisième âge, l'invalidité ou la mort, la maladie et la maternité, les accidents du travail, le chômage, les allocations familiales, les soins médicaux, etc. Ces systèmes donnent lieu à des cotisations obligatoires des employés et/ou employeurs, soit dans l'ensemble de la collectivité ou dans une partie de celle-ci.

En vertu de cette définition[1], quatre fonds spéciaux du gouvernement du Québec, soit la Commission de la santé et de la sécurité du travail, la Régie de l'assurance automobile du Québec, la Régie de

1 "Manuel de statistiques de finances publiques", page 23.

l'assurance-maladie du Québec et la Régie des rentes du Québec font partie de ce sous-secteur.

De façon à mieux situer ce que sont les fonds spéciaux, nous en présentons la liste ainsi que leurs principales caractéristiques dans le tableau de la page suivante.

Cette liste est la même que celle de la publication portant sur l'univers du secteur public québécois. Cependant, certains fonds spéciaux énumérés dans cette liste n'étaient pas encore en opération ou n'avaient pas terminé leur première année financière au 31 mars 1984. Les chiffres portant sur ces fonds ne sont donc pas encore inclus dans notre publication et sont indiqués par un astérisque dans le tableau.

Liste et principales caractéristiques des fonds spéciaux du gouvernement du Québec

Fonds spéciaux	Loi constitutive	Fonctions administratives	Biens et services publics	Financement (public, privé ou mixte)	Employés (fonctionnaires ou non)	Rapport financier annuel distinct (fin de l'exercice financier)
*1. Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche	L.Q., 1988, c. 42	Promouvoir l'innovation technologique	Aide financière	Public	Non	31 mars
2. Centre de recherche industrielle du Québec	L.R.Q., c. C-9	Contribution au développement économique	Recherche industrielle	Mixte	Non	31 mars
3. Commission de la qualité de l'environnement Kativik	L.R.Q., c. Q-	Surveillance et contrôle	Surveillance de la qualité de l'environnement	Public	Fonctionnaires	31 mars
4. Commission de la santé et de la sécurité du travail	L.R.Q., c. S-2.1	Pouvoir réglementaire	Détermination des accidents	Mixte	Fonctionnaires	31 décembre
5. Commission des normes du travail	L.R.Q., c. N-1	Surveillance et contrôle	Surveillance des conditions de travail	Mixte	Fonctionnaires	31 décembre
6. Commission des services juridiques	L.R.Q., c. A-14	Assistance publique	Aide juridique	Public	Non	31 mars
7. Corporation d'hébergement du Québec	Loi sur les compagnies du Québec, Partie III	Gestion des immeubles des services publics	Centres de logement et d'hébergement	Public	Fonctionnaires	31 mars
8. Curateur public	L.R.Q., c. C-80	Administration et surveillance	Administration des biens de malades mentaux	Privé	Fonctionnaires	31 décembre
*9. Fondation pour le développement de la science et de la technologie	L.Q., 1991, c. 31	Gestion financière	Aide financière	Public	Non	31 mars
10. Fonds d'aide au recours collectif	L.R.Q., c. R-2.1	Gestion financière	Aide financière	Public	Non	31 mars
11. Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers	L.R.Q., c. A-29.1	Administration des assurances	Assurance des prêts agricoles et forestiers	Mixte	Fonctionnaires	31 mars
12. Fonds de la recherche en santé du Québec	L.Q., 1991, c. 31	Aide à la recherche	Aide financière	Public	Non	31 mars
*13. Fonds de recherche en agriculture, pêcheries et alimentation	L.Q., 1991, c. 31	Aide à la recherche	Aide financière	Public	Non	31 mai
14. Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche	L.Q., 1991, c. 31	Aide à la recherche	Aide financière	Public	Non	31 mai
15. Institut de recherche en santé et sécurité du travail	Loi sur les compagnies du Québec, Partie III	Coordination et exécution d'activités de recherche	Recherche	Mixte	Non	31 décembre
16. Institut national de productivité	L.R.Q., c. I-13.1	Information à la population et recherche sur la productivité	Recherche	Public	Non	31 mars
17. Institut québécois de recherche sur la culture	L.R.Q., c. I-13.2	Aide au développement culturel	Recherche et aide financière à la recherche	Public	Non	31 mars
18. Institut québécois du cinéma	L.Q., 1991, c. 37	Conseil au ministre et surveillance sur la politique du cinéma	Recherche	Public	Non	31 mars
*19. Musée d'Art Contemporain de Montréal	L.Q., 1991, c. 32	Promotion et conservation de l'art contemporain québécois	Acquisition et présentation d'oeuvres d'art	Mixte	Non	31 mars

Liste et principales caractéristiques des fonds spéciaux du gouvernement du Québec

Fonds spéciaux	Loi constitutive	Fonctions administratives	Biens et services publics	Financement (public, privé ou mixte)	Employés (fonctionnaires ou non)	Rapport financier annuel distinct (fin de l'exercice financier)
20. Musée des beaux-arts de Montréal	L.R.Q., c. M-42	Encouragement aux arts plastiques	Acquisition et promotion d'oeuvres d'art	Mixte	Non	31 mars
*21. Musée du Québec	L.Q., 1961, c. 33	Promotion et conservation de l'art québécois	Acquisition et promotion d'oeuvres d'art	Mixte	Non	31 mars
22. Office de la construction du Québec	L.R.Q., c. R-20	Administration de la convention collective au décret de l'industrie de la construction	Administration	Mixte	Non	31 décembre
23. Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	L.R.Q., c. S-3.2	Administration du programme de sécurité du revenu	Sécurité du revenu	Public	Fonctionnaires	30 juin
24. Office des autoroutes du Québec	L.Q., 1992, c. 43	Remboursement de sa dette obligataire	Aucun (ce fonds disparaîtra quand sa dette sera éteinte)	Public	Aucun employé	31 mars
25. Office du crédit agricole du Québec	Fonds agricole: L.R.Q., c. C-75 Fonds forestier: L.R.Q., c. C-78	Aide à l'agriculture	Prêts aux agriculteurs et propriétaires forestiers	Public	Fonctionnaires	31 mars
26. Office franco-québécois pour la jeunesse	L.R.Q., c. O-5	Aide au développement des relations entre la jeunesse	Rencontres et échanges dans le cadre de l'éducation, des loisirs et des sports	Mixte	Non	31 décembre
27. Régie de l'assurance automobile du Québec	L.R.Q., c. R-4	Poursuite réglementaire	Indemnisation universelle	Privé	Fonctionnaires	28 février
28. Régie de l'assurance-dépôts du Québec	L.R.Q., c. A-26	Création de permis	Garantie des dépôts	Public	Fonctionnaires	31 décembre
29. Régie de l'assurance-maladie du Québec	L.R.Q., c. R-5	Gestion de l'assurance-maladie	Assurance-maladie universelle	Mixte	Fonctionnaires	31 mars
30. Régie des assurances agricoles du Québec	L.R.Q., c. A-30	Administration de l'assurance-récolte	Assurances agricoles	Mixte	Fonctionnaires	31 mars
31. Régie des marchés agricoles du Québec	L.R.Q., c. M-35	Surveillance et coordination	Mise en marché	Mixte	Fonctionnaires	31 mars
32. Régie des rentes du Québec	L.R.Q., c. R-9	Administration du régime des rentes	Protection du revenu	Mixte	Fonctionnaires	31 mars
33. Société Corvée-Habitation	Lettres patentes 82-06-29	Aide à la construction domiciliaire	Aide financière	Public	Aucun employé Conseil d'administration	31 mars
34. Société d'aménagement de l'Outaouais	L.R.Q., c. S-37.1	Stimulation du développement	Développement économique et touristique	Public	Non	31 mars
35. Société de cartographie du Québec	L.R.Q., c. S-9	Services au gouvernement	Services de cartographie	Mixte	Non	31 mars
36. Société de développement de l'industrie des courses de chevaux du Québec inc. (SODIC)	Loi des compagnies Partie 1A	Aide au développement de l'industrie des courses de chevaux	Aide financière	Public	Aucun employé Conseil d'administration	31 mars
37. Société de développement des coopératives	L.Q., 1998, c. 8	Développement des coopératives	Financement et aide technique	Public	Non	31 mars

Liste et principales caractéristiques des fonds spéciaux du gouvernement du Québec

Fonds spéciaux	Loi constitutive	Fonctions administratives	Biens et services publics	Financement (public, privé ou mixte)	Employés (fonctionnaires ou non)	Rapport financier annuel distinct (fin de l'exercice financier)
38. Société de développement des industries de la culture et des communications	L.R.Q., c. S-10.01	Développement des entreprises culturelles	Aide financière et la diffusion	Public	Non	31 mars
39. Société de développement industriel du Québec	L.R.Q., c. A-11	Aide au développement industriel	Aide financière	Public	Fonctionnaires	31 mars
40. Société de la Maison des sciences et des techniques	L.Q., 1991, c. 7	Promotion de la culture scientifique et technique	Promotion d'activités destinées à faire connaître les sciences et techniques	Mixte	Non	31 mars
41. Société de la Place des Arts de Montréal	L.R.Q., c. S-12.1	Administration de la Place des Arts	Spectacles	Mixte	Non	31 août
42. Société de radio-télévision du Québec	L.R.Q., c. S-11.1	Développement de la radio-télévision éducative	Radio-télévision éducative	Public	Non	31 août
43. Société d'habitation du Québec	L.R.Q., c. S-8	Rénovation et construction	Logements à loyer modique	Mixte	Fonctionnaires	31 décembre
44. Société du Grand-Théâtre de Québec	L.R.Q., c. S-14.01	Administration du Grand-Théâtre de Québec	Spectacles	Mixte	Non	31 août
45. Société du Palais des congrès de Montréal	L.R.Q., c. S-14.1	Administration du Palais des congrès	Activités de nature à contribuer au développement du Palais des congrès	Mixte	Non	31 mars
46. Société du Parc industriel et commercial Mégantic-Lambton de Mirabel	L.R.Q., c. S-14	Plan d'aménagement	Parc industriel et commercial	Public	Non	31 mars
47. Société du Parc industriel du Centre du Québec	L.R.Q., c. S-15	Développement économique	Parc industriel	Public	Fonctionnaires	31 mars
48. Société générale du cinéma	L.Q., 1983, c. 27	Promotion et aide au cinéma québécois	Aide financière	Public	Non	31 mars
49. Société immobilière du Québec	L.Q., c. S-49	Services au gouvernement	Services immobiliers	Public	Non	31 mars
50. Société Inter-Port	L.R.Q., c. S-19	Plan de développement	Développement portuaire	Public	Non	31 mars
51. Société Parc Auto du Québec Métropolitain	Loi sur les cités du Québec, Partie III et lettres patentes du 21.07.78	Exploitation des parcs de stationnement	Services de stationnement du gouvernement, ville de Québec et CUQ	Mixte	Non	31 mars
52. Société québécoise d'assainissement des eaux	L.R.Q., c. S-18.21	Contrôle et surveillance des ouvrages d'assainissement des eaux	Assainissement des eaux	Public	Non	31 mars
53. Société québécoise d'information juridique	L.R.Q., c. S-20	Promotion et développement de l'information juridique	Information juridique	Mixte	Non	31 mars
54. Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	L.R.Q., c. S-21	Coordination et aide technique	Développement agro-alimentaire	Public	Non	31 [illegible]

LISTE DES FONDS SPÉCIAUX ADMINISTRÉS PAR LE GOUVERNEMENT

Fonds d'amortissement afférent à un emprunt de l'Université du Québec
*Fonds de développement régional
Fonds de relance industrielle
Fonds renouvelable de la direction des services informatiques aux réseaux d'enseignement
Fonds renouvelable des moyens d'enseignement

Fonds renouvelable des publications gouvernementales
Fonds renouvelable du service aérien
Fonds renouvelable du service de cartographie
Fonds renouvelable du service des achats du gouvernement du Québec
*Fonds renouvelable - Parc Mont Sainte-Anne

Fonds renouvelable pour les équipements informatiques
Fonds renouvelable - télécommunications
Fonds spéciaux du crédit agricole

Source: Gouvernement du Québec. Budget 1984-85. Crédits.

Note: Ces fonds sont différents de ceux listés précédemment, en ce qu'ils ne produisent pas de rapport financier séparé des Comptes publics et qu'ils sont administrés par le gouvernement.

3. LA CLASSIFICATION DES REVENUS GÉNÉRAUX BRUTS ET DES DÉPENSES GÉNÉRALES BRUTES

Les revenus et les dépenses sont présentés selon deux systèmes statistiques: le système de gestion financière et le système des comptes nationaux. Le premier système présente, d'une façon détaillée, les différentes sources de revenus et les différentes fonctions de dépenses. Le système des comptes nationaux tend à montrer l'incidence économique des activités du gouvernement sur l'économie québécoise, en présentant les revenus et les dépenses selon la nature économique.

3.1 Le système statistique de gestion financière

Le système statistique de gestion des finances publiques, appelé "système de gestion financière"[1], est un cadre d'analyse ayant pour objet de guider l'organisation de statistiques cohérentes et compatibles sur les opérations financières des administrations publiques au Canada.

Les revenus et dépenses généraux bruts portent sur les opérations d'un exercice financier et comprennent les revenus et dépenses courants et de nature "capital" de l'univers statistique du gouvernement du Québec.

Les données brutes proviennent des Comptes publics de la province de Québec et des rapports annuels des divers fonds spéciaux. L'information contenue dans ces deux sources de données est codifiée et compilée selon le système statistique de gestion financière.

---

1 "Le système statistique de gestion des finances publiques", Statistique Canada, catalogue 68-507 F, mars 1984.

Cependant, suite aux changements apportés à la structure de l'univers du secteur public québécois[1], nous ne retenons dorénavant que le gouvernement du Québec qui comprend les ministères et les fonds spéciaux. Les cégeps, l'Université du Québec et les établissements publics de santé et de services sociaux auparavant compris en partie seront regroupés avec les commissions scolaires et porteront l'appellatif "Institutions publiques d'éducation, de santé et de services sociaux". Une publication couvrira ultérieurement ces institutions.

A) REVENUS

Les revenus sont regroupés selon qu'ils proviennent de sources propres au gouvernement du Québec ou qu'ils résultent de transferts d'autres administrations publiques.

Les revenus de sources propres comprennent les six grandes sources de revenus suivantes:

- Impôts Cette source se subdivise en quatre soit: les impôts sur le revenu, les taxes à la consommation, les cotisations aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance sociale et les impôts divers.

- Ressources naturelles Ces revenus proviennent de l'exploitation, de la mise en valeur et de l'exploitation des ressources naturelles. Par contre, les revenus provenant de la Loi de l'impôt sur le revenu en sont exclus.

- Privilèges, licences et permis Ces trois groupes de revenus sont dus au fait que l'administration publique impose comme préalable à l'accomplissement de certaines activités ou à l'exercice de certaines fonctions, des droits fixes.

---

1 "Univers du secteur public québécois", Service des finances, Bureau de la statistique du Québec, juin 1984.

- Ventes de biens et services Comme les administrations publiques doivent fournir certains biens et services, celles-ci effectuent des transactions commerciales avec des organismes ou des particuliers du secteur privé et d'autres administrations publiques. Les transactions portant sur les ressources naturelles sont exclues de cette source de revenu pour être portées à la source "Ressources naturelles".

- Revenus de placements Cette source comprend les revenus d'intérêts et de dividendes et les bénéfices remis. Pour cette source, une distinction est faite entre les entreprises publiques propres et les autres revenus de placements.

- Autres revenus de sources propres Nous retrouvons sous cette source les contributions aux régimes de retraite de la Fonction publique, les amendes et pénalités et les revenus ne pouvant être classés dans les sources précédentes.

Les revenus de transferts se subdivisent en deux grandes catégories, soit: les transferts à des fins générales en provenance d'autres administrations publiques et de leurs entreprises et les transferts à des fins particulières en provenance d'autres administrations publiques et de leurs entreprises.

- Transferts à des fins générales en provenance d'autres administrations publiques et de leurs entreprises Ces transferts sont alloués, selon certains arrangements précis, entre les gouvernements provinciaux et fédéral mais auxquels aucune fonction n'est attribuée.

- Transferts à des fins particulières en provenance d'autres administrations publiques et de leurs entreprises Cette source regroupe les transferts qui sont affectés pour une fonction précise de la part du cédant.

B) DÉPENSES

Les dépenses sont regroupées selon le type de services offerts généralement par le gouvernement et selon différents programmes homogènes. Pour chaque type de dépenses, on retrouve les dépenses de rémunération des employés, les autres dépenses de biens et services incluant les dépenses en capital et les transferts faits aux différents agents économiques.

Les services offerts se subdivisent en 12 fonctions bien distinctes. Chacune des fonctions comprend différentes sous-fonctions. Celles-ci donnent une idée assez précise de ce que représente la fonction.

Les programmes homogènes sont des fonctions de dépenses pour lesquelles aucun service n'est rendu. Ces programmes sont au nombre de trois et une brève explication s'impose.

- Transferts à des fins générales aux administrations locales Ce programme comprend la redistribution aux municipalités d'une partie du produit de la taxe de vente au détail ainsi que les subventions aux municipalités. A partir de l'exercice financier 1980-81, le produit de la taxe de vente est remplacé par une compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux des Affaires sociales et de l'Éducation.

- Transferts aux entreprises propres Toutes sommes versées pour le fonctionnement ou pour combler le déficit d'une entreprise publique provinciale sont incluses dans ce programme.

- Service de la dette On retrouve sous ce programme, tout montant versé pour la dette sauf les remboursements de la dette en cours.

3.2 Le système statistique des comptes nationaux

La présentation des statistiques financières du gouvernement du Québec sur la base des comptes nationaux et selon le système statistique de gestion financière comporte quelques difficultés découlant des différences entre les deux systèmes.

Les différences sont surtout au niveau conceptuel et les points suivants résument la divergence entre les deux systèmes.

- Pour le système de gestion financière, l'administration publique est définie en fonction de la propriété et les données sont compilées de façon à démontrer le rôle de l'administration comme fournisseur de services;
  pour le système canadien de la comptabilité nationale, la notion de propriété est secondaire et l'information est regroupée de façon à démontrer l'incidence économique de l'administration publique.

- Pour le système de gestion financière, les bénéfices versés par les entreprises publiques sont considérés comme revenus et les versements de l'administration publique comme dépenses;
  pour le système canadien de la comptabilité nationale, les bénéfices versés par l'entreprise publique sont amputés des sommes remises par l'État afin d'éponger les pertes; le solde est considéré comme placement (positif et négatif) de l'administration. Pour la Société des alcools tous les bénéfices remis ou non doivent être considérés comme une taxe indirecte.

- Pour le système de gestion financière, les achats et ventes de terrains et d'immobilisations d'occasion sont considérés comme revenus et dépenses;
  pour le système canadien de la comptabilité nationale, ces achats et ventes ne sont pas considérés comme une production courante.

Malgré les différences conceptuelles que nous venons d'énumérer, il est possible de présenter les revenus et les dépenses du gouvernement du Québec sur une base économique. Les montants inclus dans la gestion financière, mais exclus dans la comptabilité nationale sont ajoutés dans cette dernière à la colonne autres.

Cependant, les changements apportés à la structure de l'univers du secteur public québécois indiqués dans le texte sur le système statistique de gestion financière, influencent considérablement la présentation des données.

En effet, les transferts affectés aux institutions publiques québécoises se retrouvent dorénavant à la catégorie transferts aux institutions publiques plutôt que d'être inclus à la catégorie biens et services ou à transferts aux particuliers pour la dette.

A) REVENUS

Les revenus sont présentés selon les grandes natures économiques.

- Impôts directs Cette catégorie comprend les impôts sur le revenu des particuliers et des sociétés, l'impôt sur la feuille de paie, les droits successoraux et les droits imposés sur les bénéfices forestiers et miniers. Les cotisations des employés aux régimes de retraite versés au fonds consolidé du revenu et les versements aux caisses d'indemnisation des accidents du travail sont également considérés comme des impôts directs (il s'agit du secteur des particuliers dans le système des comptes nationaux). Les cotisations du Régime de rentes du Québec et les primes et taxes d'assurance-maladie sont considérées comme des impôts directs des particuliers.

- Impôts indirects Le revenu de ces impôts provient des taxes de vente sur les carburants, du revenu des primes des compagnies d'assurance et du capital et des places d'affaires, des spectacles ainsi que des impôts immobiliers et de la propriété personnelle. De plus, les privilèges, licences et permis achetés par les entités commerciales, tels que les permis pour véhicules automobiles, les permis portant sur l'exploitation des ressources naturelles, etc. sont également considérés comme des impôts indirects.

- Autres transferts courants des particuliers Ces transferts comprennent les permis personnels pour véhicules automobiles et les licences et autres permis tels que les permis de pêche et de chasse. Les amendes et pénalités entrent également dans cette catégorie économique.

- Transferts d'autres niveaux d'administration publique Ce sont des transferts versés par le gouvernement fédéral et les administrations locales. Les transferts du gouvernement fédéral comprennent les transferts de nature générale ainsi que la part provinciale de l'impôt fédéral sur les successions et sur les revenus des services d'utilité publique.

- Revenus de placements Ces revenus comprennent les intérêts et dividendes et le profit sur le change étranger. Les redevances et les bénéfices déclarés des entreprises publiques figurent sous cette rubrique.

- Autres revenus Cette dernière catégorie regroupe les éléments considérés comme faisant partie de la gestion financière mais non des séries des comptes nationaux, comme par exemple les ventes de biens et services portées en déduction des achats de biens et services dans les séries des comptes nationaux, les ventes de terrains et d'immobilisations ainsi que d'autres éléments de revenus non considérés comme des éléments contribuant à la production (au sens économique).

B) DÉPENSES

Les différentes natures économiques choisies pour la classification des dépenses sont les suivantes:

- Biens et services Les dépenses pour l'achat de biens et services englobent toutes les dépenses courantes relatives aux traitements et salaires, au matériel et aux fournitures, aux dépenses de voyages, aux services professionnels et aux autres dépenses finales.

- Transferts aux particuliers Ces transferts aux particuliers consistent en paiements versés aux particuliers et aux institutions à but non lucratif, en échange desquels les bénéficiaires ne rendent aucun service direct. L'intérêt sur la dette publique est également considéré comme un transfert à des particuliers.

- Transferts aux entreprises Les transferts aux entreprises comprennent les subventions accordées pour des opérations courantes et les paiements versés aux entreprises privées sous forme de subventions d'équipement.

- Transferts aux institutions publiques Les transferts aux commissions scolaires, aux cégeps, à l'Université du Québec et aux établissements publics de santé et de services sociaux sont inclus à l'intérieur de ce poste.

- Transferts à d'autres niveaux d'administration publique Les transferts effectués à d'autres échelons de l'administration publique comprennent les subventions accordées aux administrations locales.

- Autres dépenses Cette dernière catégorie regroupe les éléments considérés comme faisant partie de la gestion financière mais non des séries des comptes nationaux.

4. CLASSIFICATION DE L'ACTIF ET DU PASSIF

L'un des principaux objectifs du système statistique de gestion financière étant de permettre la comparaison entre les données des différentes administrations publiques, certains ajustements sont faits sur les principes de base du bilan. Les principaux ajustements sont les suivants:

1- Aucune distinction n'est faite entre les dépenses d'immobilisation et et les dépenses de fonctionnement, ce qui implique que les immobilisations sont amorties au cours de l'année.

2- Toutes les transactions à l'intérieur du gouvernement du Québec sont annulées à la colonne éliminations.

3- La dette assumée est considérée comme une dette pour l'administration qui effectue les remboursements.

La classification des principaux éléments de l'actif comprend les catégories suivantes:

- Encaisse et dépôts Regroupe l'encaisse disponible ainsi que les dépôts.

- Effets à recevoir Cette catégorie comprend les sommes exigibles de même que les sommes accumulées.

- Avances Tous les prêts et avances sont regroupés selon la présentation qui en est faite par le gouvernement du Québec. Cependant, lorsqu'il devient évident qu'une administration publique émet des valeurs mobilières à la suite de fonds reçus, ces valeurs ne sont plus considérées comme prêts ou avances mais comme placements.

- Titres Cette catégorie regroupe les montants investis dans les valeurs mobilières, lesquelles se répartissent sous la rubrique "obligations" (destinées ou non au marché), sous la rubrique "actions" qui regroupe le capital-actions des organismes dont le gouvernement est majoritaire (plus de 50 %) et sous la rubrique "hypothèques".

- Autres éléments de l'actif Tous les éléments de l'actif qui ne font pas partie des catégories sus-mentionnées sont regroupées dans cette dernière.

La classification des principaux éléments du passif correspond aux définitions données pour l'actif.

5. CLASSIFICATION DE LA PROVENANCE ET DE L'UTILISATION DES FONDS

L'état de la provenance et de l'utilisation des fonds permet de voir en dehors de l'état des revenus et des dépenses, la provenance des fonds et de l'utilisation qui en est faite. La procédure employée dans le secteur public ne diffère pas tellement de celle employée dans le secteur privé car tous les deux indiquent les fonds perçus d'une diminution de l'actif ou d'une augmentation du passif, de même que les fonds utilisés pour une augmentation de l'actif ou une diminution du passif.

Par contre, il existe une différence dans la présentation due au fait que le secteur public cherche à démontrer les transactions intra, inter et extragouvernementales. D'autre part, les revenus et les dépenses de capital de l'administration publique étant compris dans les revenus et dépenses généraux bruts, on ne retrouve pas de postes spécifiques dans leurs cas.

6. DIFFÉRENCE CONCEPTUELLE ENTRE LES DONNÉES DU BUREAU DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC ET CELLES DE STATISTIQUE CANADA

La différence majeure entre les données des deux organismes concerne le traitement accordé au RREGOP. En effet, Statistique Canada considérera dorénavant le RREGOP comme un régime non fiduciaire et par conséquent, intégrera toutes les opérations financières relatives au RREGOP.

Comme nous l'avons vu précédemment, le Bureau de la statistique du Québec n'intègre qu'une partie du RREGOP, soit la partie des revenus versés au fonds consolidé du revenu et la portion des dépenses à la charge du gouvernement. Notons qu'au cours des dernières années, les deux organismes avaient traité le RREGOP comme un régime fiduciaire.

L'autre différence concerne les contributions du gouvernement comme employeur à la CSST. Le Bureau de la statistique du Québec élimine ce montant des revenus de la CSST et des dépenses des ministères, pour éliminer les transactions entre composantes du gouvernement. De son côté, Statistique Canada n'élimine pas ce montant.

Ces deux différences constituent les écarts de concept entre les deux organismes statistiques. D'autres écarts peuvent demeurer entre les données des deux organismes. Ceci découle habituellement d'une interprétation différente de la codification des données.

ANNEXE II

NOTES EXPLICATIVES SE RAPPORTANT AUX TABLEAUX DE LA PARTIE II

ANNEXE II - NOTES EXPLICATIVES SE RAPPORTANT AUX TABLEAUX DE LA PARTIE II

1. L'exercice financier du gouvernement du Québec s'étend du 1er avril au 31 mars.

2. Les revenus bruts, les dépenses brutes et la dette à long terme du gouvernement du Québec sont convertis en dollars constants de 1971 sur la base de l'indice implicite des prix de la dépense nationale brute. Cet indice provient de la publication "Comptes nationaux des revenus et des dépenses. Système de comptabilité nationale", catalogue 13001 de Statistique Canada, tableau 22.

3. La dette à long terme du gouvernement du Québec comprend les obligations (moins le fonds d'amortissement), les autres emprunts à long terme et les dettes assumées à la fin de l'exercice financier. Les bons du trésor sont exclus de la dette à long terme, car ils ont une durée inférieure à un an; ils font cependant partie de la dette publique.

4. L'année 1974-75 signifie pour le gouvernement du Québec l'exercice financier terminé le 31 mars 1975. Le produit intérieur brut du Québec, le revenu personnel et les salaires, traitements et revenus complémentaires, sont sur la base de l'année civile 1974. La même remarque s'applique aux autres années impliquées.

5. La dette à long terme en pourcentage des revenus bruts du gouvernement du Québec comprend le montant de la dette à long terme à la fin d'un exercice financier en comparaison avec les revenus bruts de l'exercice financier suivant. Par exemple, la dette à long terme au 31 mars 1982 est comparée avec les revenus bruts de l'exercice financier 1982-83.

Par ailleurs, la dette à long terme au 31 mars 1984 est comparée avec la prévision des revenus budgétaires de 1984-85, indiquée dans le discours du budget 1984-85.

6. Chiffres comparatifs

Au cours de l'année financière 1983-84, le ministère de la Science et de la Technologie a été constitué et des services ont été transférés entre ministères. Par ailleurs, le ministère des Institutions financières et Coopératives a été aboli et la plupart des activités de ce ministère sont maintenant sous la responsabilité de l'Inspecteur général des institutions financières au ministère des Finances. Pour tenir compte de ces changements, les données comparatives des dépenses de 1982-83 ont été redressées pour correspondre aux données de 1983-84.

Cependant, les données antérieures à l'exercice financier 1982-83 n'ont pas été révisées pour tenir compte des différents changements ayant eu lieu. Ce tableau doit donc être examiné à titre indicatif seulement.

7. Les données antérieures à 1983-84 n'ont pas été révisées pour tenir compte des changements de ministères et des transferts de services entre ministères. Ce tableau doit donc être examiné à titre indicatif seulement.

8. Les chiffres relatifs aux émissions d'obligations comprennent la valeur nominale et la prime sur le change des devises étrangères. Les émissions sont classées selon leur date d'émission.

Les emprunts en monnaies étrangères sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date de l'emprunt.

9. Les bons du trésor sont traités au net à partir de 1979-80. Durant l'exercice financier 1983-84, 4 975 000 $ ont été émis alors que 4 815 000 $ ont été remboursés. L'augmentation est donc de 160 000 $.

10. Incluant un billet de 50 583 068 $ émis à l'Office des autoroutes du Québec, réduit à 27 082 408 $, après déduction d'un fonds d'amortissement de 23 500 660 $, relativement à l'intégration des opérations de l'Office à celles du gouvernement.

11. Si les taux de change en vigueur au 31 mars 1984 avaient été appliqués aux obligations et autres emprunts en monnaie étrangère, ces dettes auraient été augmentées de 442,0 millions de dollars (306,2 millions de dollars en 1983) dont 34,1 millions de dollars pour le montant venant à échéance au cours de l'année financière 1984-1985.

12. La notion de coût réel tient compte du prix de vente et de la durée, en plus du taux d'intérêt.

13. Le taux d'intérêt moyen est pondéré, c'est-à-dire qu'il tient compte de la valeur des émissions. Par exemple, pour calculer le taux d'intérêt moyen pondéré des émissions d'obligations de 1990, on multiplie pour chaque émission de cette année son coût réel par sa valeur, on additionne les résultats obtenus et on divise par la valeur totale des émissions de 1990.

Changement d'adresse

S'il-vous-plaît, remplir le présent avis et le retourner à:

Bureau de la statistique du Québec
Centre de distribution
117, rue Saint-André, 1er étage
Québec (Québec)
G1K 3Y3

Nom: _____ **Numéro d'abonné:** _____
(numéro inscrit sur l'étiquette)

Ancienne adresse:

_____
_____
_____
_____

Nouvelle adresse:

_____
_____
_____
_____